

**Pôle Conseil à l'exploitation familiale (CEF)
Bilan d'étape des activités mises en place autour du Pôle CEF
par Inter-réseaux Afdi**

Inter-réseaux Développement rural
Afdi, Agriculteurs français et développement international

Paris, janvier 2008

Sommaire

Sigles	1
Résumé.....	2
PARTIE 1- Un évènement moteur : l'atelier sur le conseil de gestion de 2001 à Bohicon.....	5
Une dynamique lancée... ..	5
Mais une dynamique qui s'essouffle et des limites institutionnelles	6
PARTIE 2- Lancement d'un groupe de travail autour du Pôle CEF en 2005	8
2004 : Phase préalable d'animation de réseau pour recenser acteurs et questions	8
Mi-2005 : Création du Pôle CEF, Groupe de travail axé autour de 3 objectifs	8
Fin 2005 : Lancement d'un Site Web et d'une liste de discussion.....	9
2006 : Animation réseau et production d'informations actualisées sur les activités Sud.....	9
2007 : Des animations Sud localisées	10
PARTIE 3- Résultats du Pôle CEF à la fin 2007	11
Un site Web avec de nombreuses références en accès gratuit pour un public élargi.....	11
Un site Web très visité : une information accessible et utilisée	11
Une mise en réseau d'acteurs ciblés : acteurs du Sud impliqués dans de l'appui conseil.....	13
Une mise en débat et des réflexions collectives encore limitées.....	14
PARTIE 4- Éléments de bilan d'étape du Pôle CEF.....	15
Annexes.....	17
Annexe 1 : Groupes de travail : construction collective de références et réflexions	18
Annexe 2 : Copies des pages Web du Pôle CEF (état à la mi-novembre 2007).....	19
Annexe 3 : Participants à la liste de discussion polecef@inter-reseaux.org	47

Sigles

AFD :	Agence française de développement
Afdi :	Agriculteurs français et développement international
Apcam	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
C2D	Contrat de désendettement et de développement
CDG :	Conseil de gestion
CEF :	Conseil à l'exploitation familiale
Cerpa :	Centre régional pour la promotion agricole
CGER :	Centre de gestion et d'économie rurale de la vallée du Fleuve Sénégal
Cirad :	Centre international de recherche agronomique pour le développement
Cnarc:	Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (nouvellement SupAgro Institut des régions chaudes)
Dicaf :	Direction du conseil agricole et de la formation opérationnelle
Fepassi :	Fédération Provinciale des Producteurs Agricoles de la Sissili
FNGN :	Fédération Nationale des Groupements Naam
MAE :	Ministère des affaires étrangères
Maep :	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
Minader :	Ministère de l'agriculture et du développement rural
OP :	Organisation de producteurs et de paysans
Padse :	Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation
Padyp :	Projet d'appui aux dynamiques productives
Paimaf :	Projet d'appui institutionnel à la modernisation de l'agriculture familiale
Pari :	Projet professionnalisation agricole et renforcement institutionnel

Résumé

PARTIE 1 : Un évènement moteur : l'atelier sur le conseil de gestion de 2001 à Bohicon, mais une dynamique vite essoufflée

En 2001, l'atelier de Bohicon au Bénin a été incontestablement porteur d'une dynamique. Il a constitué une étape dans la construction de réflexion sur le conseil agricole (passage de la notion de Conseil de gestion à celle de Conseil à l'exploitation familiale, partage d'expériences, outils et résultats dans différents pays...).

Dans la suite de l'atelier de Bohicon il s'agissait de :

- améliorer et diversifier les approches pour répondre aux attentes des producteurs ;
- renforcer des liens entre les équipes et de développer des échanges ;
- amplifier l'impact du CEF tout en ayant des outils pour son suivi-évaluation.

Cependant, quelques années après Bohicon, le constat restait pour le moins mitigé. En 2004, les initiatives de CEF demeuraient :

- peu ou pas partagées entre les acteurs sud : agriculteurs, conseillers, formateurs, chercheurs/vulgarisateurs ;
- mal connues : l'information sur les expériences de CEF (méthodes, dispositifs, outils utilisés, résultats) restaient accessibles à un nombre très limité de personnes, et ce particulièrement avec l'intervention d'opérateurs privés de projets ;
- faiblement prises en compte par les administrations chargées de définir les stratégies de conseil agricole et non suivies par d'autres organismes de coopération ;
- localisées à des échelles limitées, sans discussions et prises de décisions à des échelons dépassant le local : pas de valorisation pour un public de bénéficiaires élargis à des échelons significatifs via la formation (des agriculteurs, des conseillers,...), la recherche et/ou la vulgarisation.

Pourtant, dans un contexte de déficit majeur de dispositifs de conseil-vulgarisation, en Afrique en particulier, et une agriculture familiale prédominante en nombre, il paraissait important de mieux valoriser les expériences de CEF qui donnaient déjà des résultats intéressants.

PARTIE 2 : Relance d'un processus autour du Pôle CEF

Inter-réseaux et l'Afdi ont lancé l'idée du Pôle « Conseil à l'exploitation familiale » (Pôle CEF) pour relancer la dynamique pré-existante et répondre à certains des problèmes identifiés ci-dessus autour du CEF. A commencé alors un processus d'animation de réseau et de construction progressive d'activités s'apparentant à celui d'un Groupe de travail « Inter-réseaux ».

Il y a eu plusieurs étapes construites progressivement sur plusieurs années :

- Phase préalable d'animation de réseau pour recenser acteurs et questions (2004)

La phase préparatoire d'animation de réseau pour repérer questions, intérêts et dynamiques des acteurs est une phase essentielle avant de lancer un processus qui se veut participatif et répondant à des "besoins" d'un certain nombre d'acteurs au Sud.

Comme pour tout groupe de travail, cette phase de lancement a été longue et fastidieuse, non visible mais cependant essentielle.

- Création du Pôle CEF, Groupe de travail axé autour de 3 objectifs (Mi-2005)

1. Diffusion d'information pour un public élargi
 2. Mise en réseau d'acteurs impliqués dans des dispositifs de CEF ou s'y intéressant
 3. Mise en débat et réflexion collective sur des questions clés
- avec proposition d'un mode de travail type Groupe de travail « Inter-réseaux »*

- Création d'un site Web et d'une liste de discussion sur le CEF (Fin 2005)

Les pages Web communes aux sites d'Inter-réseaux et de l'Afdi ont été structurées en 8 rubriques pour progressivement mettre à disposition les documents. Regrouper ces documents a nécessité de nombreuses et longues démarches, du fait notamment de « réticences » chez beaucoup à partager les informations (qui arrivent rarement « spontanément »). Aussi la mise à disposition d'information (documents + référencement avec résumé) est longue et laborieuse.

La liste de discussion du Pôle CEF a rapidement permis de favoriser des échanges entre acteurs/expériences auparavant isolés les uns des autres.

- **Animation réseau et production d'informations actualisées sur les activités Sud (2006)**

Des échanges de questions et documents via la liste de discussion ont permis de relayer des activités au Sud et documents plus récemment produits.

- **Animation "Nord" relayée grâce à des personnes/équipes sur le terrain (2007)**

Trois pays ont été plus particulièrement concernés : Bénin, Burkina Faso et Cameroun.

PARTIE 3 : Résultats et limites du Pôle CEF

Diffusion d'information pour un public élargi

Des points positifs

- un « capital mémoire » sur le site du Pôle, CEF accessible en permanence: + de 100 références
- le site du Pôle CEF est visité : plus de 18 000 visites cumulées, soit plus de 650 visites mensuelles.

Des facteurs de succès

- le développement d'Internet au Sud
- l'information facilement accessible sur le site du Pôle CEF (référencement, résumés ciblés)
- les complémentarités entre outils (Bulletin de veille Inter-réseaux, liste de discussion polecef@inter-reseaux.org, site web)
- des activités relais et animation au Sud (consultant locaux, assistants techniques, stagiaire...)

Des limites

- un temps d'animation toujours long pour récupérer les documents, avoir l'accord de diffusion et les mettre en ligne à un format accessible accompagné d'un résumé
- difficulté à suivre comment sont utilisés les documents sur le site, et les retombées collectives

Mise en réseau d'acteurs ciblés

- une mise en réseau via une liste de discussion fonctionnelle avec 151 inscrits ;
- des résultats positifs en terme de public touché : une forte représentation des acteurs du Sud, en appui aux agriculteurs/OP et en particulier opérateurs de CEF dans des bureaux d'études/ONG, OP et projets.

Au niveau des structures d'appartenance des inscrits à la liste de discussion du Pôle, on note :

- des personnels salariés d'ONG/Bureau d'études : 45 % (dont 90 % « du Sud ») ;
- des personnes dans des OP du Sud : 15 % (salariés conseillers, techniciens, animateurs) ;
- des personnels salariés dans des programmes/projets de coopération internationale (essentiellement française) : 11 % (dont plus de la moitié sont des salariés « du Sud »).

Viennent ensuite :

- des personnes de la recherche et formation supérieure : 19 % (dont 2/3 sont « du sud ») ;
- des personnes employées dans la fonction publique à différents niveaux (central, décentralisé) ou à statut mixte (type chambre d'agriculture...) : 10 % (tous « du Sud »).
- quelques animations-relais sur le terrain qui ont facilité les échanges croisés entre acteurs et actions « Sud ».

Mise en débat de réflexions

- une participation limitée des inscrits « Nord » : sauf exception (Cirad, ex-Padse et Afdi), les bureaux d'étude/conseillers techniques « Nord » ne participent ni à l'animation ni à la **construction collective de réflexion** ;
- encore peu de participation active globalement des inscrits « Sud » : les acteurs reçoivent l'information oui, mais sont encore peu actifs dans la **production d'analyses** ;
- un manque de **relais-animation sud** pour encourager et faciliter une participation plus active des conseillers / salariés sur les dispositifs de CEF en particulier, à prendre du recul sur les actions de CEF menées localement ou sur celles d'autres pays, faire des analyses comparatives croisées, mettre en débat.
- la liste de discussion devrait être plus animée, par sous-thèmes, mais il faudrait alors plus de moyens pour permettre des échanges croisés et constructions de réflexions collectives « Sud » de façon à valoriser les expériences et équipes locales appartenant à des organisations différentes et parfois concurrentes.

PARTIE 4 : Éléments de Bilan

Le contexte conjugué :

- des **besoins énormes** en conseil (dont le CEF)
- des **compétences humaines limitées** sur le CEF et parfois **en concurrence**
- une **segmentation des compétences et savoirs** sur le "marché de l'aide et du développement"

Dans ce contexte, le besoin d'informations et d'échanges paraît essentiel.

À l'issue des travaux déjà menés autour du Pôle CEF, différents éléments sont à relever :

- Le site du Pôle CEF permet rassembler et garder la mémoire de nombreuses expériences sur la durée. Cet élément de **pérennité** est important à considérer dans le contexte précité
- En amont de cette collecte/diffusion de l'information, il faut **pousser à faire produire par les acteurs sud**, en particulier, des analyses-capitalisations sur les cas concrets.

Un travail de capitalisation à faire serait autour de documents/supports relatifs aux outils, avec des supports variés accessibles aussi sur le Web (notes, fiches, courtes et multiples vidéos avec guides d'accompagnement.

Pour ces analyses-capitalisations et réflexions collectives, des moyens au Sud et appuis (accompagnement, animation...) seraient nécessaires.

- Dans un souci d'**efficacité** et de **crédibilité**, favoriser la valorisation et échanges-débats autour de l'existant peut éviter accessoirement de repartir "comme si rien n'existait" et de "**réinventer la roue**".
Créer des espaces de rencontres entre acteurs, suivis et sur la durée, paraît indispensable pour parvenir à de véritables constructions collectives de la connaissance et de valorisation du potentiel des expériences de CEF.

Inter-réseaux, par la diversité de ses outils (site web, listes de discussion, animation de Groupe de travail, publications Grain de sel...) peut contribuer à cela en partenariat avec des acteurs Sud et Nord

PARTIE 1- Un évènement moteur : l'atelier sur le conseil de gestion de 2001 à Bohicon

Une dynamique lancée...

Différentes manifestations relatives au conseil de gestion et au conseil à l'exploitation familiale se sont tenues aux **niveaux national** (Côte d'Ivoire en 1998, Cameroun en 2000) et **international** (Burkina Faso en 1998, Bénin en 2001) en particulier pour comparer les pratiques, favoriser leur diffusion et rechercher des formes de pérennité des dispositifs.

En terme de résultat immédiat, l'atelier de 2001 tenu à Bohicon au Bénin sur le conseil de gestion en Afrique de l'Ouest et du Centre a permis d'abord aux différentes équipes et principaux acteurs travaillant sur le sujet de **présenter leurs expériences, confronter et comparer leurs pratiques**. Ceci est un élément important : avant cet événement, les équipes au « Sud » se connaissaient peu.

Un autre résultat immédiat de l'atelier de Bohicon a été le remplacement du terme « Conseil de gestion (CDG) », jugé trop restrictif car connoté « comptabilité-gestion », par le terme « **Conseil aux exploitations familiales (CEF)** », terme qui recouvre plusieurs types de conseils conçus et mis en oeuvre dans des contextes différents et selon des approches distinctes¹.

Pour le moyen terme, des propositions ont également été faites en fin d'atelier notamment pour :

- **développer des méthodes adaptées aux producteurs non alphabétisés** et en particulier aux paysannes qui contribuent largement à la production agricole mais aussi à la transformation et à la commercialisation des produits ;
- **valoriser davantage les savoirs paysans** ;
- **associer les Organisations de Producteurs (OP)** à la gestion des dispositifs de conseil ;
- **accroître l'impact du CEF** au-delà de ceux qui en bénéficient directement ;
- **développer des relations avec d'autres équipes** travaillant sur le conseil d'exploitation (en particulier celles basées en Afrique anglophone) ;
- **développer les relations entre le CEF et les autres services d'appui** à l'agriculture (crédit, vulgarisation, recherche, structures d'approvisionnement en intrants) ;
- **développer des méthodes de suivi-évaluation et de mesure d'impact à différents niveaux** (exploitations bénéficiant du conseil, OP participant au CEF, villages, petite région, filières concernées...), car il est fait le constat de la difficulté d'évaluer l'impact des expériences en cours faute d'outils ou de dispositifs appropriés.

¹ Si les participants se sont mis d'accord sur le fait que les méthodes de CEF avaient des principes généraux communs, il a aussi été dit aussi que pour s'adapter aux contextes locaux, ces principes étaient mis en oeuvre avec des méthodes et outils différents. Voir Annexe 2 : Copie des pages web du Pôle CEF, Rubrique : [1- CEF : quelques éléments de définition](#)
Pour plus aller plus loin : p 14-19 extraites de : Le conseil aux exploitations familiales : actes de l'atelier sur le conseil aux exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, 19-23 nov. 2001, Bohicon, Bénin / P. Dugué, G. Faure. - Cirad, 2003. - 78 p. (En ligne: http://www.inter-reseaux.org/IMG/doc/Actes_Bohicon_14-19_repere_def.doc#_Toc121659078).

Mais une dynamique qui s'essouffle et des limites institutionnelles

A la suite de l'atelier de Bohicon de 2001 furent organisés différents espaces d'échanges, pour faire circuler et débattre les résultats de cet atelier.

En particulier :

- un atelier au Burkina Faso (Bobo-Dioulasso, 2002) co-organisé par l'UNPCB (Union nationale des producteurs de coton du Burkina Faso) et la Sofitex (Société des fibres textiles), avec le ministère de l'Agriculture, la Fédération des groupements Naam et l'Afdi ;
- un atelier au Bénin² (Bohicon, 2003) co-organisé par le Padse (Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation) et le ministère de l'Agriculture ;
- un « Réseau Gestion » mis en place par les participants burkinabé afin d'accompagner aussi les membres du Réseau dans l'amélioration de leurs outils, méthodes, dispositifs et de valoriser le CEF³.

En 2004 toutefois, après de nombreuses consultations et multiples contacts pris avec des acteurs sur le terrain, Inter-réseaux et l'Afdi faisaient les **constats** suivants :

- **les documents relatifs aux ateliers** - celui de Bohicon comme les suivants- restent **difficiles d'accès** : synthèses relativement accessibles mais courtes⁴ ; documents papiers dans les bibliothèques personnelles ou à acheter⁵ ;
- **les échanges d'informations entre acteurs se sont peu poursuivis**. Ils ont été très peu soutenus au Sud en particulier - en dehors du Réseau Gestion au Burkina (Afdi): peu d'échanges entre les praticiens des dispositifs, ni avec d'autres acteurs locaux (État, instituts de recherche, de formation....) ;
- **le processus est resté une histoire écrite par le « Nord »**, avec des écrits d'assistants techniques de projets employés par des bureaux d'études, tandis que les acteurs au Sud (africains) sont certes progressivement plus impliqués dans la mise en oeuvre des projets, mais ils capitalisent, échangent et écrivent peu : comptes-rendus non restitués, non diffusables et/ou non diffusés en dehors des coordinations des projets ;
- **ces thèmes et travaux sont restés une histoire « française »⁶**, malgré et après 10 ans de projets sur le CDG/CEF en Afrique en particulier : peu d'autres coopérations s'y intéressent (Coopération Suisse à la FNGN et Coopération belge au Burkina Faso à la Fepassi) et les administrations locales n'en tiennent pas compte pour le développement de stratégies et de dispositifs de conseil agricole aux échelles nationales (à nuancer au Bénin avec le Livre Blanc récent produit et au Cameroun dans le cadre du C2D : voir plus bas).

L'on faisait aussi globalement le **double constat paradoxal** avec :

- d'une part, dans un contexte **d'enjeux importants** en Afrique (en termes de production agricole, productivité, emploi de main d'œuvre), des **agriculteurs** très largement de type **familial** (et ce pour un moment encore vraisemblablement), avec autour d'eux des dispositifs nationaux et **services de conseils/vulgarisation** (notamment ceux issus de la période « Training and Visit ») **inopérants** ou tout simplement **inexistants** ;

² Note synthétique sur les actes de l'atelier national sur le conseil de gestion : Bohicon, 8-11 avril 2003 / Comité de suivi des actes de l'atelier. - Bénin : Padse, Ministère de l'agriculture, 2003. - 7 p.

³ Document de capitalisation et réflexion sur les actions de gestion des Afdi au Burkina Faso et à Madagascar, journées nationales Afdi / Péneau B. - Afdi, 2003. - 19 p.

⁴ Relais de quelques pages dans Grain de sel et sur le site web d'Inter-réseaux à cette époque encore peu visité.

⁵ Conseil à l'exploitation familiale, Guide pratique / Gret-Cirad (CD et livre achetables sur commande).

⁶ CDG/CEF sont inspirés de l'expérience française des Ceta (Centres d'étude et des techniques agricoles), GVA (Groupements de vulgarisation du progrès agricole), Civam (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural), Centres de gestion, Groupes d'auto-développement...

- d'autre part, des **expériences de CEF réussies** localement - appréciées par les producteurs "bénéficiaires" et permettant de réels changements de leurs pratiques (meilleure maîtrise progressive des itinéraires techniques, choix raisonnés des producteurs...), mais restant **largement sous-exploitées** : pas ou peu de lien avec la formation, la recherche, la vulgarisation... dispositifs qui peuvent pourtant valoriser à des échelles significatives des résultats obtenus localement.

Aussi, Inter-réseaux et l'Afdi, comme beaucoup d'autres acteurs (bailleurs de fonds y compris), souhaitent voir ces expériences de CEF **se poursuivre et dépasser des phases « expérimentales »** d'envergures limitées pour répondre aux besoins et demandes des agriculteurs familiaux en matière de conseil, bien au-delà des quelques milliers de producteurs « privilégiés » bénéficiaires directs des projets/expériences de CEF.

Cependant, dans cette vision de **démultiplication** des actions locales de CEF (« Comment toucher plus d'agriculteurs - dont la majorité est analphabète ? »), **beaucoup de questions cruciales demeuraient en suspens** :

- quels profils et besoins en formation de conseillers pour répondre aux enjeux ?
- quels liens tisser et renforcer avec la formation, la recherche, la vulgarisation ?
- quelles structures pour porter et piloter les dispositifs ?
- quels coûts et comment les financer ?
- comment mieux mesurer leurs impacts ?

Enfin, des éléments d'**évolution du contexte de la coopération** était aussi à prendre en compte :

- la **prise en charge de programmes de CEF par des opérateurs privés**. Or, force est de constater que, mises à part des velléités ponctuelles de personnes travaillant pour ces opérateurs, ces opérateurs ne jouent pas un grand rôle en matière de partage d'information, et encore moins en terme de prospective et recherche. Il en résulte une moindre capacité de capitalisation et de valorisation de ces programmes ;
- les demandes du bailleur de fonds principal (Agence Française de Développement - AFD), d'avoir des indicateurs de **mesure d'impact** du CEF, avec en arrière plan des questionnements sur la pertinence de financer des activités, des projets avec des actions sur le CEF, des difficultés à appuyer dans la **continuité** (ex.: Office du Niger, Bénin⁷), et des préoccupations de réduction des **coûts** et ratios coûts/bénéficiaires (animateurs relais, plus de groupes par conseiller, moins de suivi pour les anciens du CDG...).

⁷ Malgré des financements au final sur plus de 10 ans, il y a un manque de visibilité a priori sur la durée (projets de 3-4 ans renouvelés mais avec des périodes d'incertitude voire arrêt temporaires entre différentes phases).

PARTIE 2- Lancement d'un groupe de travail autour du Pôle CEF en 2005

Inter-réseaux et l'Afdi ont lancé l'idée du **Pôle « Conseil à l'exploitation familiale »** pour relancer la dynamique pré-existante et tenter de répondre à certains des problèmes identifiés ci-dessus. Ces deux organisations se sont alors engagées dans un processus d'animation de réseau et de construction progressive d'activités s'apparentant à celui d'un Groupe de travail « Inter-réseaux ».

Les Groupes de travail Inter-réseaux⁸ cherchent à impliquer très fortement des acteurs au Sud dans la construction de réflexions collectives en multipliant les espaces d'analyse-capitalisation de cas concrets et de pratiques. Leurs fonctionnements articulent différentes activités complémentaires de communication et d'animation de réseau qui sont mises en place progressivement en fonction des réactions et demandes des participants. Ils tiennent compte aussi des pas de temps et disponibilités des acteurs du Sud. Ils peuvent être menés sur plusieurs années.

2004 : Phase préalable d'animation de réseau pour recenser acteurs et questions

Inter-réseaux et l'Afdi ont d'abord recensé des acteurs impliqués dans le CEF ainsi que les ressources et documents disponibles sur ce sujet.

Par des échanges avec des acteurs au Sud (en utilisant le relais des assistants techniques) et au Nord (plus particulièrement le Cirad, le Cnearc et l'AFD) il s'agissait de voir si :

- relancer la dynamique faisait un minimum consensus autour de certains thèmes et questions ;
- se lancer dans l'animation d'un groupe de travail autour du CEF (avec comme principe majeur une implication des acteurs Sud dans les réflexions), répondait à un besoin et faisait sens.

Mi-2005 : Création du Pôle CEF, Groupe de travail axé autour de 3 objectifs

Après discussions avec des acteurs sud, des chercheurs concernés du Cirad et du Cnearc, et après l'accord de financement du MAE⁹, le Pôle CEF a pu être **créé en juillet 2005**. Le Pôle CEF ambitionnait alors **3 objectifs principaux** :

- (1) **Diffuser de l'information pour un public élargi** d'acteurs intéressés par le CEF :
 - rassembler l'information existante : notes, réflexions, rapports sur les initiatives existantes de CEF dans différents pays africains ;
 - la rendre accessible et opérationnelle de façon à faire connaître le travail et les résultats des différentes équipes engagées dans le CEF : démarche, champs d'application, méthodes, participation des producteurs et des OP...
- (2) **Mettre en réseau des acteurs** intéressés par le CEF : favoriser les échanges entre professionnels, en particulier entre acteurs **du Sud**, sur le terrain et impliqués dans le conseil aux exploitations familiales : producteurs, organisations professionnelles agricoles, conseillers, administrations, organismes de coopération,...
- (3) **Mettre en débat et permettre des réflexions** autour des enjeux et questions clés au sein du réseau, en particulier :
 - favoriser les réflexions et contributions des acteurs du Sud sur différents sous-thèmes liés au CEF : implication des producteurs et des OP, financement du CEF, élargissement des activités au-delà des producteurs suivis par les conseillers, articulation du CEF avec les autres services à l'agriculture, évaluation des résultats et des impacts, formation des conseillers...;
 - relayer ces réflexions et contributions.

⁸ Voir Annexe 1 : Fonctionnement « classique » d'un Groupe de travail Inter-réseaux. (Voir aussi la présentation plus complète en ligne sur le site Inter-réseaux : Animation de groupes de travail).

⁹ Dans le cadre du RéDév en 2005 (Réseau Développement durable).

Fin 2005 : Lancement d'un Site Web et d'une liste de discussion

Les pages Web communes aux sites d'Inter-réseaux et de l'Afdi ont été structurées en 8 rubriques¹⁰ pour progressivement mettre à disposition les documents regroupés.

Dans un premier temps, il a été privilégié la mise en ligne des documents de l'atelier de Bohicon de 2001, puis ont été présentées des activités de CEF dans les différents pays concernés en commençant par le Bénin. À chaque fois, ont été mis en ligne des notes et documents dans des formats facilement téléchargeables ; des résumés ont été rédigés le plus souvent, pour mettre en évidence des éléments de principes, démarches et résultats de dispositifs... afin de faciliter autant que possible des comparaisons et de pouvoir en tirer des enseignements.

Ensuite, pour les pays où les documents étaient moins facilement accessibles, Inter-réseaux a recherché et multiplié les contacts et échanges avec les acteurs :

- identification, localisation, demande des documents déjà écrits ;
- discussions pour expliquer que certains documents, résultats ou expériences pouvaient intéresser d'autres praticiens, qu'il était important de les faire connaître ;
- suivis et relances pour inciter les personnes à échanger les informations existantes et pour les motiver à prendre du temps pour documenter leurs expériences.

Regrouper cette information a nécessité de nombreuses et longues démarches, du fait notamment de « réticences » chez beaucoup à partager les informations.

Liste de discussion : En parallèle, il paraissait important d'avoir une vision des acteurs et actions en CEF existant sur le terrain et d'avoir des espaces d'échange. A cette fin, a été mis en place une liste de contacts des personnes/institutions impliquées dans le CEF, ainsi qu'une liste de discussion spécifique : polecef@inter-reseaux.org (Cf. annexe).

Fin 2005, soit quelques mois après son lancement, la liste de discussion comptait déjà une centaine de personnes inscrites et manifestant un intérêt à recevoir de l'information sur le CEF et/ou pour certaines à participer directement aux échanges.

Le formulaire d'inscription a permis de voir le profil des participants. Dès le début se sont inscrites des personnes ayant une expérience spécifique, directe ou indirecte, en Conseil à l'exploitation agricole familiale/ Conseil de gestion aux exploitations agricoles ; et des personnes ayant une expérience plus générale d'appui-conseil agricole / vulgarisation. (Voir ci-dessous).

2006 : Animation réseau et production d'informations actualisées sur les activités Sud

En 2006, Inter-réseaux et l'Afdi ont poursuivi les activités de relances auprès **d'acteurs du Sud** (en particulier pour les faire participer), de mise à disposition d'informations sur le site Web et d'animation de la liste discussion (120 inscrits en 2006). Ces activités ont permis :

- des échanges de questions et documents ;
- le relais d'activités au Sud (Groupe de travail au Mali avec l'Apcam et le Cirad...) ;
- la production de documents au Sud en particulier sur les outils par le Réseau Gestion Afdi ;
- la production de quelques notes d'information et de synthèse issues des échanges¹¹.

Les productions les plus importants ont été signalées dans les **Bulletins de veille Inter-réseaux**.

¹⁰ Rubriques du Pôle CEF : (1) De quoi parle-t-on ? (2) Quels enjeux-débats ? (3) Quels acteurs sur le terrain ? (4) Quelles actions par pays ? (5) Quelles démarches et outils ? (7) Ressources autres sur le CEF (internet, bibliographie, formations). (8) Ressources autres sur les exploitations familiales.

¹¹ Lettre d'info du Pôle CEF (01/2006), Note Inter-réseaux / Afdi sur les formations pour les métiers de conseillers...

Par ailleurs, Inter-réseaux et l'Afdi ont participé à des échanges **au Nord** sur le conseil à l'exploitation / conseil agricole :

- échanges avec des professionnels du Cnarc/Cirad pour argumenter de la nécessaire mise en place de dispositifs de formations délocalisés au Sud en matière de conseil de gestion/CEF ;
- échanges sur les travaux relatifs à la mesure d'impact des dispositifs de conseil de gestion aux OP et conseil aux exploitations familiales (menés par l'Iram dans 3 pays) ;
- présentations dans le cadre de l'Initiative Neuchâtel¹².

2007 : Des animations Sud localisées

En 2007 l'animation "Nord" a été grandement relayée grâce à des personnes/équipes sur le terrain.

Au Bénin, il y a eu facilitation du processus de réflexion sur le conseil agricole via le travail d'une stagiaire appuyée par Inter-réseaux¹³ :

- participation à une étude¹⁴ sur les services de conseil agricole dans deux régions du Bénin ;
- appui¹⁵ à l'atelier inter-régional sur le conseil agricole qui a regroupé une cinquantaine d'acteurs du développement agricole (Dicaf, Cerpa, recherche, ONG, producteurs...) pour réfléchir autour d'une **stratégie nationale sur le conseil agricole** ;
- appui à l'élaboration du **Livre blanc sur le conseil agricole**¹⁶ ;
- discussions au sein de la Cellule de coordination des activités de conseil à l'exploitation familiale sur les activités du CEF et sur les projets Padse/Padyp.

Au Cameroun, Valentine Achanchou (Minagri, coordonnateur du projet Pari) a eu un rôle de relais sur le Conseil à l'exploitation au Cameroun dans le cadre du C2D¹⁷ et lors d'une mission d'échange au Bénin¹⁸ à l'occasion de l'atelier inter-régional sur le conseil agricole.

Au Burkina Faso, de nombreux échanges et activités ont eu lieu avec le Réseau gestion Afdi¹⁹, du fait en particulier de la présence sur place de correspondants de l'Afdi, qui ont joué un grand rôle de facilitation pour l'animation avec les équipes de conseillers.

¹² Paris (février 2006), Istadt (juin 2006).

¹³ Estelle Deniel, étudiante de l'Istom : 4 mois au Bénin au sein du projet Paimaf : travail avec les équipes du Maep, Padse et consultants locaux (activités terrain dans les régions Mono-Couffo et Borgou et indemnités stagiaire financées par le Paimaf; voyage financé par Inter-réseaux/MAE) ; 4 mois à Paris : préparation, rédaction de notes et synthèses (financé par Inter-réseaux/MAE). Durant ces 8 mois, Inter-réseaux a assuré un suivi des activités de la stagiaire et fourni des informations ciblées pouvant nourrir les discussions au sein des équipes béninoises (notes d'expériences d'autres pays).

¹⁴ Deux rapports régionaux et un rapport de synthèse.

¹⁵ Appui à la préparation de l'atelier inter-régional sur le Conseil Agricole au Bénin. 16-17 juillet 2007, organisation de groupes de travail, présentation d'exposés, prises de notes et appui à la rédaction des actes.

¹⁶ Livre Blanc sur le conseil agricole. Bénin: Direction de la programmation et prospective du Maep, Paimaf, AFD, 2007. – 42 p.

¹⁷ En particulier, le programme ACEFA (Amélioration de la compétitivité des exploitations agropastorales) et sa Composante 1 sur le Dispositif d'appui-conseil aux exploitations agricoles familiales.

¹⁸ Financement Inter-réseaux/MAE.

¹⁹ Voir rapport du réseau gestion / Afdi.

PARTIE 3- Résultats du Pôle CEF à la fin 2007

Un site Web avec de nombreuses références en accès gratuit pour un public élargi

Une importante documentation auparavant éparpillée entre les projets, bureaux d'étude, centres de prestation de service... est désormais accessible sur un même site et téléchargeable en ligne²⁰.

Le site du Pôle CEF met **pour la première fois en ligne, une bibliothèque de plus de 100 références**²¹ sur le conseil à l'exploitation familiale. Ces documents portent notamment sur des éléments de concept et définition du CEF; des débats et enjeux actuels ; et surtout ils présentent des descriptifs et analyses d'actions concrètes dans les pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, France, Madagascar, Mali et Tchad). Des analyses de démarches et outils utilisés dans les dispositifs sont aussi accessibles. Sont signalées aussi des références bibliographiques, liens vers d'autres sites et lieux de formation.

Même si certaines personnes/structures ont aujourd'hui le réflexe d'envoyer spontanément des informations ou documents pour diffusion (ex-Padse, Cirad, Centres de gestion du Sénégal et Afdi.), il ne faut pas négliger les difficultés qui demeurent pour « alimenter » ce site : la récupération des documents a été particulièrement laborieuse au début : temps d'animation long pour 1) connaître l'existence des documents ; 2) relancer les acteurs relais assistants techniques, projets, organismes d'appui ; 3) se procurer les documents au format électronique et avoir l'accord de les mettre en ligne. Se procurer les documents, obtenir l'accord de leur diffusion et leur mise en ligne à un format accessible avec résumé est très chronophage.

Un site Web très visité : une information accessible et utilisée

Une bibliothèque en ligne, c'est bien, mais encore faut-il qu'elle soit visitée !

De fait, le site du **Pôle CEF est très visité**. On dénombre²² plus de **18 000 visites** cumulées depuis sa création (juillet 2005), ou une moyenne de plus de **650 visites mensuelles** (voir tableau infra). Ces chiffres montrent l'intérêt que les visiteurs du site portent à la connaissance des expériences concrètes dans les pays ainsi que les enjeux soulevés.

Le site du Pôle CEF est visité mais il est difficile de savoir qui se connecte précisément. Des retours d'utilisateurs nous permettent de dire que cette information est utilisée : *"Les documents en ligne permettent de piocher dedans pour préparer des rencontres, formations, ateliers, ce qui n'existait pas avant"*. Plus globalement, compte tenu du nombre important de visites, on peut dire que le site participe à informer les internautes de l'existence d'expériences qu'ils ne connaissaient pas et/ou à les informer plus précisément sur des expériences dont ils ont entendu parler²³.

Un élément essentiel est lié sans doute à **l'amélioration de l'accessibilité à Internet** au Sud²⁴.

Un autre atout est lié au **mode de travail d'Inter-réseaux** qui permet un accès rapide à l'information sur le site : construction d'un site structuré en rubriques, références complètes avec auteurs, date et nombre de pages, résumés courts, limitation des gros formats... qui facilitent le

²⁰ Annexe 2 : Copie des pages du Pôle CEF (en ligne aussi sur <http://cef.inter-reseaux.org>)

²¹ Une référence peut correspondre à une note d'une page comme à plusieurs centaines de pages (actes d'atelier).

²² Mode de calcul : ne sont comptées que les visites avec "clics". Les internautes arrivant sur les pages de présentation et ne "clicquant" pas sur des sous rubriques ou fichiers ne sont donc pas comptés.

²³ Le système Spip du site Inter-réseaux permet de voir les mots clés utilisés par les internautes. Quand ils sont du type "FNGN Burkina", "Sofitex Burkina", ou "Gestion+technico-économique+exploitation", les internautes n'arrivent pas "par hasard" sur les pages du Pôle CEF : Voir Annexe 2.

²⁴ Avec de fortes inégalités selon les pays évidemment, mais en 2006 par exemple, 75 % des nouveaux abonnés au Bulletin de veille étaient "du Sud".

ciblage des documents, la lecture et les téléchargements, en particulier pour ceux qui ont peu de temps pour naviguer.

Les **relais avec le Bulletin de veille** Inter-réseaux et les échanges via la **liste de discussion du Pôle CEF** sont venus renforcer cette dynamique.

Tableau : Statistiques des visites du Site Web du Pôle CEF (à la date de fin novembre 2007)

RUBRIQUES	Nbre de Références	Nbre de Visites
0- Un pôle CEF : pourquoi faire ?	1	
Page de présentation	1	
1- CEF : quelques éléments de définition	5	983
Page de présentation	1	
Pour aller plus loin	4	983
2- Débats et enjeux actuels autour du CEF	13	3 880
Page de présentation	1	
Synthèses en français et anglais	4	876
Dispositifs de CEF	1	645
Coût et financement des dispositifs de CEF	1	575
Conseillers dans les dispositifs de CEF	2	604
CEF et relations avec le monde rural	3	655
Autres documents sur les débats / enjeux	1	525
3- Acteurs impliqués dans des dispositifs de CEF	2	107
Page de présentation	1	
Répertoire d'acteurs et organismes	1	107
4- Des actions dans les pays	45	8 055
Page de présentation	1	
Bénin	10	1 065
Burkina Faso	9	1 202
Cameroun	4	727
Côte d'Ivoire	2	674
France	6	1 414
Guinée	1	510
Mali	9	989
Sénégal	1	50
Tchad	1	655
Autres pays, ou documents multi-pays	1	769
5- Des démarches et outils	20	1 866
Page de présentation	1	
Discussions sur les démarches et outils	10	846
Boîte à outils : présentation d'outils	8	1 019
Alphabétisation fonctionnelle	1	1
6- Événements, ateliers	8	799
Page de présentation	1	
Atelier de capitalisation ... - Apcam, Cirad, 2006, Sikasso	7	799
7- Ressources autres sur le CEF	7	2 436
Page de présentation	1	
Sites Internet	1	807
Formations	4	853
Bibliographie	1	776
8- Ressources autres sur les exp.familiales	3	665
Page de présentation	1	
Ressources	2	665
TOTAL	104	18 791
VISITES MOYENNES	par AN	7 830
	par MOIS	652
	par JOUR	22

Une mise en réseau d'acteurs ciblés : acteurs du Sud impliqués dans de l'appui conseil

Une liste de discussion a été lancée pour notamment faire participer les acteurs du Sud à des échanges et à des réflexions collectives en visant une plus grande valorisation de leur expériences et compétences. Cette liste permet aux acteurs de demander des informations, poser des questions et recevoir des éléments de réflexion.

En décembre 2007, 2 ans après sa création, la liste de discussion du Pôle CEF compte 151 membres inscrits, dont 86 % originaires du Sud, essentiellement d'Afrique subsaharienne (80 %).

Répartition des membres de la liste de discussion polecef@inter-reseaux.org par pays				
	Pays	Nombre		%
Pays "sud" d'Afrique sub-saharienne	Sénégal	20		
	Bénin	17		
	Cameroun	13		
	Côte d'Ivoire	10		
	Togo	10		
	Congo-Kinshasa (RDC)	10		
	Mali	8		
	Burkina Faso	7	121	80%
	Niger	6		
	Guinée	5		
	Congo Brazzaville (RC)	4		
	Tchad	3		
	Madagascar	2		
	Autres (Burundi, Gabon, Ghana, Nigeria, RCA, Rwanda)	6		
				86% au sud
Pays "sud" autres	Tunisie, Maroc, Algérie	6	9	6%
	Vanuatu, Vietnam, Réunion	3		
Europe	France	18	21	14%
	Suisse, Allemagne, Belgique	3		14% au nord
	TOTAL	151	151	100 %

Au niveau des **structures d'appartenance** des inscrits à la liste de discussion du Pôle, on note :

- des personnels salariés d'ONG/Bureau d'études : 44 % (dont 90 % « du Sud ») ;
- des personnes dans des OP du Sud : 15 % (dont essentiellement des salariés conseillers, techniciens, animateurs) ;
- des personnels salariés dans des programmes/projets de coopération internationale (essentiellement française) : 11 % (dont plus de la moitié sont des salariés locaux « du Sud »).

Viennent ensuite :

- des personnes de la recherche et formation supérieure : 19 % (dont 2/3 sont « du sud ») ;
- des personnes employées dans la fonction publique à différents niveaux (central, décentralisé) ou à statut mixte (type chambre d'agriculture...) : 9 % (tous « du Sud »).

A noter la "cible" formation-recherche, qu'il faudrait se donner les moyens de mieux toucher au Sud si l'on considère les **enjeux par rapport à la formation des conseillers et les complémentarités de rôles entre producteurs, conseillers, chercheurs et vulgarisateurs dans des dispositifs de conseils articulés** (CEF et autres types de conseils). En effet, si la participation côté nord (Cirad) est plutôt active, côté sud il n'y a pas de retour, ce qui peut aussi être le reflet du manque de connaissance/moyens/intérêt pour la question de service agricole tel le conseil - et en particulier le CEF.

Pour les mêmes raisons, l'administration qui est sous-représentée, pourrait aussi d'être plus sollicitée pour participer aux réflexions, en particulier aux niveaux décentralisés.

Répartition des membres à la liste de discussion polecef@inter-reseaux.org par types d'organismes

Type d'organisme	Total	%		Origine		
				Sud	Nord	Indéfinie
ONG	56	37%	44%	51	5	0
Bureau d'études	10	7%		7	3	0
OP (essentiellement des salariés)	22	15%	15%	22	0	0
Recherche	14	9%	19%	9	5	0
Formation	11	7%		9	2	0
Etudiant	3	2%		1	2	0
Public (admin centrale, décentralisée, Sté d'État)	8	5%	9%	8	0	0
Public/privé (type Chambre agriculture)	6	4%		6	0	0
Coopération, projet	16	11%	11%	9	7	0
Personnes inscrites sans précision	5	3%	3%	0	0	5
TOTAL	151	100%	100%	113	17	5

Une mise en débat et des réflexions collectives encore limitées

Les acteurs sud reçoivent de l'information, certains envoient des documents ou notes de réflexions (les principaux "moteurs" étant les CGER au Sénégal et le réseau gestion au Burkina Faso) et certains l'utilisent dans leurs activités propres.

Exemple autour des documents des CGER²⁵ de la vallée du fleuve Sénégal

Ces documents ont servi d'exemples d'application des enregistrements de données, notamment l'analyse sur la tomate. Ce document a beaucoup circulé et a été un très bon exemple du « conseil » à partir des chiffres : il a été très utilisé au Burkina Faso pour réfléchir sur l'utilisation des données du CEF : « *Le document du CGER de la vallée a été un formidable déclencheur en 2007. Des responsables paysans et des techniciens ont pu ainsi se rendre compte concrètement à quoi pouvait servir des enregistrements de données et comment on pouvait utiliser ces chiffres pour les transformer en "conseils" pratiques et utiles. C'est déjà un bon résultat qu'il faut poursuivre. J'espère que nous continuerons à aller chercher, présenter et diffuser de nouvelles activités et expériences en 2008 à commencer par le Burkina et la FNGN dès ce mois-ci avec leur bilan de fin de campagne* ».

Néanmoins, la mise en débat d'expériences croisées et de réflexions collectives au niveau des acteurs et actions au Sud restent en deçà du potentiel exploitable : les expériences sont riches et les acteurs/conseillers sur le terrain sont intéressés par ces échanges croisés Sud-Sud ; des demandes existent (en particulier de travail sur les outils, animation de réunion d'analyse et utilisation des données...).

Fin 2007, cet objectif de mise en débat et réflexions collectives visé par le Pôle CEF n'a pas pu être travaillé encore de façon pleinement satisfaisante.

Les **relais-animations au Sud sont essentiels** pour faciliter l'utilisation et le croisement des informations entre acteurs de pays et d'institutions différentes et parfois concurrentes sur un même marché des services agricoles. (projets/programmes, ONG/bureaux d'étude, administration, recherche...). Cela **nécessite du temps, un travail sur la durée, avec des allers-retours successifs** pour tenir compte des disponibilités et occasions d'échanges.

Un point préoccupant, parmi les opérateurs types bureaux d'étude, est l'absence de participation à l'animation de réflexions de la part des personnes du "Nord" (assistants techniques...), -à quelques exceptions notables au Bénin et au Sénégal-. Ceci est regrettable car ces personnes pourraient être des relais importants et moteurs pour faciliter de l'animation Sud pour une aide à la prise de recul, réflexion sur les actions, analyses croisées entre expériences/pays.

²⁵ Analyses CGER: http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Senegal_Note_Analyse_Tomate_n1_CGERV.pdf

PARTIE 4- Éléments de bilan d'étape du Pôle CEF

Le contexte conjugué :

- des **besoins énormes** en conseil (dont le CEF) pour faire face aux enjeux du monde agricole africain alors que les services de recherche-vulgarisation sont particulièrement défaillants ;
- des **ressources humaines aux compétences limitées sur le CEF** (au niveau des conseillers mais aussi de la recherche-vulgarisation et de l'administration) et parfois **en concurrence** (au sein des conseillers de ONG/projets en particulier mais aussi entre ceux-ci et l'administration) ;
- un **manque d'échanges sur le CEF** sur le "marché de l'aide et du développement" ;
- une **segmentation des compétences et savoirs** (manque de liens entre acteurs, discontinuité de nombreux projets avec changement fréquent des équipes "Nord" comme "Sud").

Par ailleurs, le CEF articule des savoirs et approches complémentaires des producteurs, conseillers, chercheurs et formateurs-vulgarisateurs. Les conseillers sont évidemment à la charnière et ont un rôle clé : leurs compétences, leurs capacités à maîtriser démarches et outils de CEF (mais aussi leurs capacités à relativiser ces derniers par rapport à d'autres démarches de conseil, formation, vulgarisation....) et à faire le liant entre différents types d'acteurs sont un élément clé des dispositifs de conseil et du changement d'échelle.

Dans ce contexte, le besoin d'informations et d'échanges paraît essentiel.

À l'issue des travaux déjà menés dans le cadre du Groupe de travail autour du Pôle CEF Inter-réseaux/Afdi, différents éléments peuvent être relevés :

- Le site du Pôle CEF permet rassembler et garder la mémoire de nombreuses expériences présentes ou passées et d'en tirer des enseignements : nombreux documents et rapports décrivent et analysent des **cas pratiques concrets d'expériences de CEF**. Ils sont accessibles relativement aisément par tous et sur la durée.

Cet élément de **pérennité** est important à considérer dans le contexte précité : le site Web peut être un outils qui participe à limiter les **perte de savoirs, d'essoufflement des équipes et dynamiques**. Et il paraîtrait pertinent de **poursuivre cet effort de rassembler informations et documents pratiques** sur le CEF.

- En amont de cette collecte/diffusion de l'information, il faut **pousser à faire produire par les acteurs sud**, en particulier, des analyses-capitalisations sur les cas concrets, démarches et outils.

La capitalisation des informations/expériences sur le CEF constitue un capital, **un socle** nécessaire **pour avancer effectivement au niveau des réflexions et pratiques**, aider à se concentrer sur de **nouveaux aspects et à les affiner, par exemple, ceux liés à l'amélioration et la pérennisation des dispositifs de CEF/conseil** (valorisation de compétences et articulation d'acteurs différents au niveau local, consolidation et enrichissement des dispositifs...).

Un gros travail de capitalisation à faire serait autour de documents/supports relatifs aux outils, types carnets d'enregistrement mais aussi guides d'animation de séances, avec des supports variés. Ces outils sont parfois sous-utilisés, pas assez valorisés ; et les supports d'animation, souvent manquant, seraient très utiles, mais sont longs à établir. S'il pouvait y avoir mutualisation de productions dans ce domaine, cela représenterait un atout (gain de temps, réduction des coûts) pour les acteurs terrain, des projets, des financeurs, des chercheurs, etc.

Les analyses-capitalisations réalisées mériteraient d'être échangées sous différentes formes de supports qui pourraient être accessibles aussi sur le Web : notes, fiches, courtes et multiples

vidéos avec guides d'accompagnement ciblés à chaque fois sur un aspect/sujet précis à illustrer ou à mettre en débat.

Pour ces analyses-capitalisations et réflexions collectives, des moyens au Sud et appuis (accompagnement, animation...) seraient nécessaires.

Dans le domaine particulier du Conseil agricole à l'exploitation familiale, favoriser les échanges, constructions collectives de réflexions entre acteurs du sud (producteurs, conseillers, chercheurs-formateurs-vulgarisateurs et fonctionnaires) paraît particulièrement crucial pour que les expériences localisées de CEF aient un effet levier avec des changements d'échelle en terme de nombre de personnes touchées.

Tant que le CEF est dans une logique portée « intellectuellement » essentiellement par des gens du Nord - et qui plus est essentiellement par des français - il paraît difficile de parvenir au changement d'échelle attendu : des « produits de com' » spécifiques pour publics Sud et anglo-saxons de décideurs, de praticiens, de formateurs seraient nécessaires...

Des éléments existent déjà, au vu de la base documentaire déjà existante et rassemblée. Mais un énorme travail d'animation de réflexions collectives, rédaction et mise en forme reste nécessaire.

Dans un souci d'**efficacité** et de **crédibilité**, favoriser la valorisation et échanges-débats autour de l'existant peut éviter accessoirement de **répéter des études très similaires financées par des bailleurs différents et confiées toujours aux mêmes consultants** (du Sud comme du Nord), de "**réinventer la roue**", de repartir "comme si rien n'existait" et de reproduire études, outils, méthodes, ateliers successifs sans liens ni progressivité des débats, voire de reproduire des erreurs.

Le retour des bailleurs dans l'agriculture peut entraîner la « rechute » vers des systèmes de vulgarisation classique si l'on n'est pas capable de proposer des alternatives. Pas de réflexion novatrice sur le sujet depuis Bénor en dehors du CEF... : il y a un besoin urgent de convaincre !

Créer des espaces de rencontres entre acteurs sur la durée paraît indispensable pour parvenir à de véritables constructions collectives de la connaissance et de valorisation du potentiel des expériences de CEF.

Inter-réseaux, par la diversité de ses outils (site web, listes de discussion, animation de Groupe de travail, publications *Grain de sel*...) peut contribuer, en partenariat avec des acteurs Sud et Nord, à favoriser l'échange d'informations et à la construction de réflexions collectives sur le CEF.

Après des années de fonctionnement/animation "à distance", des moyens seraient nécessaires pour pouvoir faire travailler, sur la durée, des groupes d'acteurs Sud, à composer au cas par cas (Groupes "conseillers/ outils", Groupes mixtes "conseillers, chercheurs et administration").

Annexes

- Annexe 1 : Groupes de travail Inter-réseaux et construction collective de références et réflexions
- Annexe 2 : Copies des pages Web du Pôle CEF
- Annexe 3 : Participants à la liste de discussion polecef@inter-reseaux.org

Annexe 1 : Groupes de travail : construction collective de références et réflexions

Fonctionnement « classique » d'un Groupe de travail Inter-réseaux

Pour **mettre à disposition des informations** disponibles et réflexions du groupe de travail auprès d'un large public :

- création de **pages web** avec mise en ligne de l'information disponible et des productions du groupe de travail ;
- **relais** des documents en ligne via différents outils pour pointer documents importants :
 - une liste de discussion thématique (forum électronique d'échanges avec 100-150 personnes directement concernées qui se sont inscrites spécifiquement) ;
 - les **Bulletins de veille** Inter-réseaux (bimensuels, plus de 5 500 abonnés) ;
 - la revue **Grain de sel** (trimestriel, 3 300 abonnés).

Pour permettre un **réseau d'échanges et de réflexions collectives qui associe les acteurs** du CEF et personnes concernées par le développement des services d'appui à l'agriculture :

- animation de **forum de discussion électronique** à échelonner sur plusieurs mois ;
- constitution et animation de **groupes d'analyse-capitalisation de cas concrets** à échelonner sur plusieurs mois :
 - en impliquant des groupes d'acteurs pouvant être différents selon les thèmes : les rendre acteurs des réflexions. Par exemple sur un groupe de travail sur le CEF : conseillers en particulier mais aussi personnes responsables/en lien avec les dispositifs (administration, recherche, formation...) ;
 - en repartant de la capitalisation analyse de cas concrets **et de pratiques sur le terrain** par les acteurs.
- **échanges et mises en débats lors de rencontres-ateliers** ;
- accompagnement à la production de notes de réflexions et synthèses.

Pour plus de détail, voir sur le site Inter-resaux.org : Fiche de présentation des Groupes de travail

Conseil à l'exploitation familiale (CEF)

Le **Pôle Conseil à l'exploitation familiale (CEF)** est un outil au service d'acteurs du conseil à l'exploitation familiale : agriculteurs, organisations de producteurs, animateurs, conseillers, opérateurs, ONG, bailleurs de fonds, chercheurs pourront on l'espère y trouver des informations utiles.

Il présente des [concepts](#), [enjeux](#), [acteurs](#), [actions](#), [démarches et outils](#) relatifs au CEF et se veut un lieu d'échange et de débat.

Il est mis en oeuvre par [Inter-réseaux](#) et l'[Afdi](#) (Agriculteurs français et développement international). Le Cirad et le Cnearc y sont aussi associés.

Depuis sa mise en ligne (en juillet 2005), il est régulièrement mis à jour. L'adresse polecef@inter-reseaux.org et la [liste de discussion sur le CEF](#) permettent d'échanger informations et réflexions en réseau.

- ▶ Pour envoyer informations et réflexions, écrire [ici](#) : polecef@inter-reseaux.org
- ▶ Pour s'inscrire à la liste de discussion et recevoir automatiquement les échanges en réseau, remplir [ce formulaire en ligne](#)
- ▶ Voir [ici des synthèses en français et en anglais sur le CEF](#)
- ▶ Voir **ci-dessous les pages en français sur le CEF:**

📄 [Un pôle CEF : pourquoi faire ?](#)

📄 [1- CEF : quelques éléments de définition](#)

📄 [2- Débats et enjeux actuels autour du CEF](#)

📄 [3- Acteurs impliqués dans des dispositifs de CEF](#)

📄 [4- Des actions dans les pays](#)

📄 [5- Des démarches et outils](#)

📄 [6- Événements, ateliers](#)

📄 [7-Ressources autres sur le CEF \(sites Internet, formations, biblio\)](#)

📄 [8-Ressources autres sur les exploitations familiales](#)

Un pôle CEF : pourquoi faire ?

Ces 20 dernières années durant, parallèlement à leur désengagement de certaines fonctions d'appui à l'agriculture (crédit, approvisionnement en intrants, commercialisation...), de nombreux États ont mis en œuvre des programmes de **vulgarisation type "formation et visites"**. Aujourd'hui, ces programmes basés sur le renforcement des appareils administratifs et un transfert de technologies standardisées ne sont plus fonctionnels dans leur grande majorité et **les dispositifs de vulgarisation disparaissent** progressivement. Si les producteurs avaient accès à des services peu adaptés à leurs besoins et souvent décriés hier, aujourd'hui, ils n'ont de fait pour beaucoup d'entre eux plus du tout accès à quelque conseil agricole que ce soit.

Par ailleurs, des initiatives ont été mises en place pour tester et développer de **nouvelles méthodes d'appui aux producteurs basées sur l'élaboration de conseils à l'exploitation familiale** favorisant la participation des producteurs. Parmi elles, celles relatives au conseil de gestion, mises en place dans 7-8 pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali...) et ayant mobilisé des producteurs (quelques dizaines à plusieurs milliers selon les cas), des organisations paysannes, des ONG, des structures étatiques. Ces acteurs du conseil de gestion en apprécient les démarches et les résultats.

Mais :

- * ces **initiatives demeurent mal connues** et l'information les concernant peu accessible

- * à l'issue de ces expériences, **beaucoup de questions restent en suspens** : Comment mieux mesurer les impacts ? Comment toucher plus d'agriculteurs ? Quels coûts et comment les financer ? Quels profils et besoins en formation de conseillers pour répondre aux enjeux ? Questions pour le moins cruciales si l'on souhaite que ces expériences dépassent des phases expérimentales d'envergure limitée (quelques centaines de producteurs), qu'elles soient **pérennes à des échelles plus importantes** et permettent d'aider les discussions et **prises de décisions à des échelons supérieurs** - au niveau par exemple d'opérateurs des filières, de la recherche et du politique au niveau national et régional (Tec,...).

Aussi, Inter-réseaux et Afdi, en collaboration avec le Cirad et le Cnearc ouvrent ce **pôle « Conseil à l'exploitation familiale »** pour rassembler l'information, diffuser les résultats de ces initiatives de conseil à l'exploitation familiale, renforcer les échanges, donner la parole aux différents acteurs, et permettre d'avancer dans les analyses des enjeux.

OBJECTIFS DU PÔLE CEF

► Diffusion d'information

- * fournir une information opérationnelle sur le CEF, principes, démarches et résultats, aux centres de décisions intéressés par le conseil aux producteurs : organisations professionnelles agricoles, administrations, organismes de coopération...

- * rendre accessibles les notes d'information, de réflexion, les rapports sur les initiatives existantes de CEF.

► Mise en réseau d'acteurs

- * faire connaître le travail et les résultats des différentes équipes engagées dans le CEF et favoriser les contributions des professionnels du Sud

- * favoriser les échanges entre professionnels, gens sur le terrain (producteurs, conseillers, OP, administration,...).

► Mise en débat, réflexion sur des questions clés et enjeux

- * relayer les réflexions sur les principes du CEF : démarche, champs d'application, méthodes, participation des producteurs et des OP...

- * favoriser les réflexions sur des enjeux : implication des producteurs et des OP, financement du CEF, élargissement des activités au-delà des producteurs suivis par les conseillers, articulation du CEF avec les autres services à l'agriculture, évaluation des résultats et des impacts, formation des conseillers,...

RÉSULTATS ATTENDUS DU PÔLE CEF

- * la **capitalisation d'initiatives** de conseil à l'exploitation familiale et la **mise à disposition des informations** auprès d'un large public

- * la mise en place d'un **réseau d'échanges et de réflexions qui associe les acteurs** du conseil à l'exploitation familiales et les personnes concernées par le développement des services d'appui à l'agriculture.

MODE DE FONCTIONNEMENT DU PÔLE CEF

Le pôle CEF se construit progressivement. Il est constitué aujourd'hui par des pages web communes aux sites d'Inter-réseaux et de l'Afdi qui mettent à disposition des documents regroupés en 5 rubriques :

- (1) De quoi parle-t-on ?
- (2) Quels enjeux-débats ?
- (3) Quels acteurs sur le terrain ?
- (4) Quelles actions par pays ?
- (5) Quelles démarches et quels outils de travail ?

Sont aussi mentionnées d'autres ressources possibles (sites internet, bibliographie, formations).

Les acteurs de terrain sont conviés à faire part de leurs expériences et réflexions sur le Conseil à l'exploitation familiale en écrivant à polecef@inter-reseaux.org.

Ils peuvent aussi s'inscrire à une liste de discussion sur le CEF en **remplissant le [formulaire en ligne](#)**

Conseil à l'exploitation familiale et Conseil de gestion

« Conseil à l'exploitation familiale (CEF) » et « Conseil de gestion (CDG) » sont souvent employés indifféremment l'un pour l'autre. Cependant, le terme de conseil de gestion est souvent associé à une démarche essentiellement centrée sur la **comptabilité et la gestion** de l'exploitation agricole pour améliorer sa rentabilité économique à court terme. A la suite de l'important atelier qui s'est tenu en 2001 à Bohicon, il a été proposé une **terminologie plus large que celle de conseil de gestion : celle du "conseil à l'exploitation familiale"**. Ce terme rend mieux compte de la diversité des approches en matière de conseil agricole : **mieux gérer l'exploitation agricole mais aussi innover, former, échanger entre producteurs**. De plus, l'emploi du terme CEF correspond au choix proposé par les représentants des organisations de producteurs participant à l'atelier, à savoir préserver un type d'agriculture qui socialement répond mieux aux attentes des populations rurales africaines.

Une démarche globale où le paysan a une place centrale

Trop souvent, l'exploitation agricole a été « découpée » par les agents de développement rural : un jour une personne vient pour parler coton, le lendemain une autre discute lutte anti-érosive, une troisième s'intéresse au crédit... alors que l'agriculteur raisonne globalement son exploitation. C'est pourquoi le CEF s'inscrit dans une **démarche globale de compréhension du fonctionnement des exploitations agricoles ainsi que d'appui aux stratégies des familles** concernées. Dans cette démarche **l'agriculteur a une place centrale** puisque c'est lui qui gère l'exploitation et prend des décisions.

Une démarche de réflexion et d'action où la voix des savoirs n'est pas univoque

La démarche part des attentes et savoirs des agriculteurs, et favorise les échanges horizontaux, de paysan à paysan. Le technicien-conseiller quant à lui joue un rôle de facilitation et n'est pas détenteur unique du savoir donneur de leçon : son rôle sera de mettre plus de rationalité dans les décisions et notamment d'analyser et mesurer ce qui peut l'être, d'apporter des informations à l'agriculteur. Fondée sur le principe de la réflexion commune et d'action issue d'un apprentissage mutuel progressif, la relation entre l'agriculteur et le conseiller évolue vers des rapports plus équilibrés où la notion de savoirs est davantage partagée. Il n'y a pas de solution ni méthode toute faite pour tous les agriculteurs : chacun teste des solutions, corrige au fur et à mesure, améliore encore. Le **CEF est un révélateur de questions**, notamment techniques, qui peut enclencher des besoins de s'informer, d'essayer de nouvelles méthodes, donc de changer. Il ouvre une réflexion vers la compréhension et la maîtrise de l'environnement économique.

Une démarche d'aide à la décision

Le conseil de gestion au sens large peut être défini comme une « **méthode qui prend en compte l'ensemble de la situation d'une exploitation et cherche en dialogue avec le paysan, un cheminement d'amélioration qui s'étend souvent sur plusieurs années** » (Paul Kleene, chercheur au Cirad). Il va « au-delà de la vulgarisation technique et aide les producteurs et leur famille à **acquérir des capacités de gestion technico-économique leur permettant de mieux définir leurs stratégies et de mieux les mettre en œuvre au sein de leur exploitation agricole** » (Valentin Beauval, note Inter-réseaux). Le CEF est ainsi une démarche d'aide à la décision qui permet aux agriculteurs de définir leurs besoins, préciser leurs objectifs pour l'exploitation et pour la famille, maîtriser leurs actions. C'est le support d'un processus d'apprentissage, dont la finalité est de développer les capacités et responsabilités décisionnelles des agriculteurs.

De l'individu au collectif

Le CEF comprend des temps en groupe et des visites individuelles du conseiller. Les échanges de groupe avec d'autres paysans autour de thèmes ou de problèmes à résoudre au sein des exploitations permettent l'enrichissement mutuel grâce aux expériences de chacun. Le CEF est souvent directement mis en œuvre par une organisation paysanne (OP) ou un prestataire en contrat avec cette OP, et est généralement un conseil partiellement payant. Il est en général **très apprécié par les agriculteurs** qui en bénéficient et a souvent un **effet d'entraînement** chez les autres villageois ou les adhérents de l'OP qui gère le CEF.

► [Pour aller plus loin](#)

Vous trouvez ici des textes permettant de cerner comment est apparu le concept de conseil à l'exploitation familiale, et sa définition suite à l'analyse par les acteurs des expériences concrètes de terrain en Afrique et en France.

Notez aussi pour ceux y ayant accès, les éléments clairs présentés dans le [Guide pratique Conseil à l'exploitation familiale](#) co-édité par le Gret-Cirad : en particulier les pages 9-26 sur "l'émergence du CEF dans le contexte des agricultures africaines", et les pages 27-46 sur "les principes de base du CEF".

► **Quelques repères sur l'exploitation agricole et la fonction de conseil. - Bohicon, 2001. - 7 p.**

Pages 14-19 extraites de : Le conseil aux exploitations familiales : actes de l'atelier sur le conseil aux exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, 19-23 nov. 2001, Bohicon, Bénin / P. Dugué, G. Faure. - Cirad, 2003. - 78 p.

[Télécharger le document Word](#)

93 ko

► **Introduction au Dossier Grain de sel n°20 : De la vulgarisation au conseil à l'exploitation familiale. - Inter-réseaux, Avril 2002. - 4 p.**

Texte introductif du dossier d'avril 2005 (p 9-11) qui pointe l'évolution du conseil de gestion vers le conseil aux exploitations familiales, ainsi que des éléments clés permettant de distinguer la vulgarisation « classique » d'autres types de conseil tels que (1) les groupes d'auto-développement, (2) le conseil technico-économique aux exploitations familiales, et (3) le conseil de gestion axé sur les aspects comptables et économiques de l'exploitation.

[Télécharger le document RTF](#)

29.5 ko

► **Intégralité du Dossier Grain de sel n°20 sur le CEF. - Inter-réseaux, Avril 2002. - 20 p.**

A l'issue de l'atelier de Bohicon sur le conseil de gestion s'étant tenu au Bénin en 2001, le dossier Grain de sel n°20 (Avril 2002, 20 p) propose quelques éclairages sur ce qu'on pourrait appeler le "conseil aux exploitations familiales", notion englobant une grande diversité d'expériences mais qui illustre néanmoins le souci commun exprimé par des responsables paysans, des techniciens, des chercheurs et des décideurs de placer les exploitations familiales au cœur des nouveaux dispositifs de conseils. Voir le dossier

[Télécharger le document HTML](#)

31.5 ko

► **Les diverses formes de conseil à l'exploitation familiale. - Montpellier : Cirad. - 1 p.**

Court texte, en ligne sur le site "Agriculture familiale et monde à venir" du Cirad, et qui permet de resituer la naissance du conseil de gestion en France, avec en particulier la dynamique d'auto-développement des Ceta (Centres d'études des techniques agricoles), les Groupements de vulgarisation agricole, et les Comités régionaux de développement agricole.

[Télécharger le document HTML](#)

7.5 ko

2- Débats et enjeux actuels autour du CEF

Cette rubrique repose des **débats et enjeux** tirés des réflexions collectives des équipes engagées dans le CEF et réunies en atelier à Bohicon au Bénin en 2001. Ils portent en particulier sur :

- ▶ la [nature des dispositifs](#) de CEF : quel montage institutionnel, quelle **place et rôle des acteurs dans la gestion des dispositifs** (OP, interprofessions, centres de prestation privés, structures d'appui...) ?
- ▶ le [coût et le financement](#) du CEF : quels coûts des dispositifs, quelle répartition des coûts entre les différents acteurs, et quelles perspectives pour un financement durable et un service pérenne ?
- ▶ le [statut et profil des conseillers](#) dans les dispositifs de CEF, pour quelles compétences et quelles activités ?
- ▶ au-delà des producteurs inscrits dans le dispositif lui-même, quels [liens entre le CEF et les dynamiques du monde rural](#), les services d'appui à l'agriculture, la vulgarisation agricole, le financement des activités agricoles et les politiques agricoles ?

Pour aller plus loin :

- ▶ [Synthèses en français et anglais](#)
- ▶ [Dispositifs de CEF : nature des dispositifs, place et rôle des différents types d'acteurs dans leur gestion](#)
- ▶ [Coût et financement des dispositifs de CEF](#)
- ▶ [Conseillers dans les dispositifs de CEF : quels profils, fonctions, statut, activités](#)
- ▶ [CEF et relations avec le monde rural \(autres services d'appui à l'agriculture, financement, politiques agricoles.....\)](#)
- ▶ [Autres documents sur les débats / enjeux](#)

Synthèses en français et anglais

Nombreux points de débat abordés ici sont issus de l'atelier de Bohicon (19-23 novembre 2001). Les équipes du Cirad ont produit des synthèses de cet atelier, qui font ressortir des points de débat et enjeux importants :

- En français :

Synthèse de l'atelier de Bohicon. - 7 p

☐ ([Word, 92 ko](#))

L'ensemble des actes de Bohicon est par ailleurs en ligne sur le site du Cirad : [Le conseil aux exploitations familiales : actes de l'atelier sur le conseil aux exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, 19-23 nov. 2001, Bohicon, Bénin / P. Dugué, G. Faure. - Cirad, 2003. - 78 p.](#)

Étude de capitalisation sur les expériences de conseil agricole au Mali/ M.Havard,P.Dugué (Cirad), Y. Coulibaly (consultant national). - Apcam, Cirad, 2006. - 99 p.

Ce document est synthétique. Le chap.3 en particulier (p.9 à 25) fait le **tour des dispositifs de CEF dans la sous-région** : au Cameroun (PRASAC, Sodecoton, DPGT, ESA, Aprostoc), au Tchad (ITRAD/PRASAC), au Burkina Faso (OP Panise, FGPN et Fepassi), au Bénin (Padse), en Guinée (FPFD, CAOPA) et au Sénégal (Sodefitex, LEFA/Fongs,...). Y sont tirés des **enseignements de ces expériences** : priorité accordée aux régions et aux exploitations plutôt favorisées, choix méthodologiques aboutissant à plusieurs types de conseil et organisation du CEF (conseil pris en charge par une interprofession ou ancré dans une filière ; service de conseil développé au sein d'une OP ; conseil mis en oeuvre par des prestataires de service privés répondant à des OP, projets ou Sociétés privées). Vous pouvez voir utilement l'annexe 8 (p.73) qui présente une **analyse comparative de différents dispositifs** (préalables de mise en oeuvre, inconvénients, avantages). Sont traitées aussi de la **place relative des aspects comptables, technico-économiques** et de **formation des agriculteurs** dans les dispositifs. Les questions de **gouvernance** des dispositifs, de financement/coûts, de **pérennité** (rôle des animateurs-relais pour une démultiplication du travail), de mesure d'impact sont aussi abordées. Facile à lire et pose bien des **orientations ou chantiers qui méritent d'être approfondis**.

☐ ([PDF, 699.3 ko](#))

- En anglais :

Family farming advice : Helping to promote peasant farming : Summary conclusions of the Bohicon workshop. - 8 p.

☐ ([Word, 61.5 ko](#))

Lessons from new experiences in extension in West Africa : management advice for family farms and farmers' governance/ G.Faure, P.Kleene. - Cirad, Urdoc, Journal of agriculture extension y educacion, 2004, vol.10, n°1. - 20 p.

☐ ([Word, 153 ko](#))

Dispositifs de CEF : nature des dispositifs, place et rôle des différents types d'acteurs dans leur gestion

Le conseil à l'exploitation familiale est un service d'appui à l'agriculture qui doit intéresser un nombre croissant de producteurs et sur la durée. Dès lors, plusieurs questions se posent :

- quels sont les dispositifs institutionnels les plus appropriés pour mettre en œuvre ce type de service sur la durée : quel montage, quelle articulation avec les acteurs institutionnels ? Quel public (type et nombre de producteurs) ?
- quelle participation des différents types d'acteurs - et notamment les principaux intéressés, les paysans et OP - à la programmation, au suivi-évaluation des activités, et à la gestion du dispositif ?

La diversité des situations socio-économiques en Afrique de l'Ouest et du Centre amène à reconnaître l'intérêt d'une **diversité des approches et des montages institutionnels**.

Un point semble cependant acquis : **pour répondre effectivement aux attentes des producteurs, ceux-ci doivent être associés à la conception, programmation et suivi-évaluation des activités menées dans le cadre du CEF**.

► Aspects institutionnels des dispositifs de conseil, 2001. - 11 p.

Pages 53-64 extraites de : Le conseil aux exploitations familiales : actes de l'atelier sur le conseil aux exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, 19-23 nov. 2001, Bohicon, Bénin / P. Dugué, G. Faure. - Cirad, 2003. - 78 p.

[Télécharger le document Word](#)

109.5 ko

Coût et financement des dispositifs de CEF

Si l'**évaluation du coût** des dispositifs n'est pas toujours aisée, elle n'en demeure pas moins nécessaire afin de pouvoir réfléchir ensuite des mécanismes de financement durables des dispositifs de conseil à l'exploitation. En effet, **Quelle répartition des coûts entre les différents acteurs** que sont les paysans, OP, État, bailleurs de fonds : qui finance quoi, à quelle hauteur et à quel moment de l'histoire de vie du dispositif ?.... ce sont là des questions inévitables si l'on souhaite réellement la mise en place de services de conseil aux exploitations sur la durée.

Dans la mesure où le CEF devrait contribuer au développement de nombreuses exploitations, il paraîtrait logique que l'État (via des services publics ou projets) participe au financement des dispositifs, tout comme les acteurs des filières agricoles qui bénéficient aussi de l'impact du CEF. Quant aux bailleurs de fonds cherchant à renouveler leurs appuis aux services de vulgarisation, ils devraient s'intéresser au CEF vu ses complémentarités avec les dispositifs de vulgarisation classique...

► Le coût et le financement du conseil de gestion, 2001. - 6 p.

Pages 64-69 extraites de : Le conseil aux exploitations familiales : actes de l'atelier sur le conseil aux exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, 19-23 nov. 2001, Bohicon, Bénin / P. Dugué, G. Faure. - Cirad, 2003. - 78 p.

[Télécharger le document Word](#)

163.5 ko

Conseillers dans les dispositifs de CEF : quels profils, fonctions, statut, activités

Les conseillers, facteur clé dans les dispositifs de conseil, du fait de leur présence auprès des producteurs, de l'importance des tâches qu'ils effectuent et surtout des dynamiques de développement qu'ils peuvent initier.

Quel profil, quel statut, quelles activités pour le conseiller ? Si la qualité du conseil dépend des méthodes et outils utilisés, les qualités humaines du conseiller sont aussi souvent mises en avant.

► Les fonctions, le statut et la place des conseillers dans les dispositifs de conseil de gestion. - 8 p.

Pages 78-81 extraites de : Le conseil aux exploitations familiales : actes de l'atelier sur le conseil aux exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, 19-23 nov. 2001, Bohicon, Bénin / P. Dugué, G. Faure. - Cirad, 2003. - 78 p.

[Télécharger le document Word](#)

118 ko

► Le métier et le statut des conseillers et inspecteurs en comptabilité-gestion et des conseillers juridiques en milieu rural au Mali / Synthèse des travaux de l'atelier des 21-22 novembre 2000. - 5 p. + 20 p. d'annexes

Dans ce document il est question du métier de conseiller en gestion, entre autres. Conseiller en commercialisation, conseiller en gestion, conseiller juridique... ces nouveaux métiers apparaissent dans le paysage agricole et de nombreuses questions s'y rattachent : quelles nouvelles compétences doit acquérir un conseiller ? Comment et par qui former ces conseillers ? Quelle est la place de ces nouveaux métiers dans la profession agricole auprès d'autres métiers comme les techniciens spécialisés, les agents de terrain, les animateurs... ? Dans cette synthèse, les participants d'un atelier au Mali tentent d'y répondre brièvement et proposent une démarche dont l'objectif est de reconnaître et de stabiliser le métier de « conseiller rural » : création d'un comité de pilotage au sein de l'APCAM, création d'une association nationale des conseillers... Les annexes (20 p) sont riches et méritent lecture (plan d'action pour la reconnaissance du métier de conseiller, profils de postes de conseillers, directive ministérielle portant création d'un ordre national des experts comptables et comptables agréés dans l'UEMOA, loi malienne fixant le régime des centres de gestion agréés...).

[Télécharger le document PDF](#)

111.2 ko

CEF et relations avec le monde rural (autres services d'appui à l'agriculture, financement, politiques agricoles.....)

Cet espace ici est pour échanger sur les relations éventuelles et possibles que des dispositifs de CEF peuvent avoir avec d'autres acteurs/services du développement rural.

Les dispositifs de CEF peuvent-ils constituer des sources d'information/outils importants

- pour améliorer les relations avec les banques,
- pour discuter de la répartition de valeur ajoutée entre différents acteurs d'une filière autour de tables de concertation,
- pour alimenter les débats ou choix de politiques agricoles
- ...

Faites-nous part de vos avis en la matière !

Conseil d'exploitation et financement des activités agricoles. - 6 p.

Pages 47-52 extraites de : Le conseil aux exploitations familiales : actes de l'atelier sur le conseil aux exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, 19-23 nov. 2001, Bohicon, Bénin / P. Dugué, G. Faure. - Cirad, 2003. - 78 p.

[Télécharger le document Word](#)

46 ko

► Comment sécuriser le crédit par une meilleure information sur le fonctionnement des exploitations agricoles - le conseil de gestion / M.Roesch, in BIM n° 7 - 26 février 2002. - 6 p.

[Télécharger le document PDF](#)

146.3 ko

► **Recettes, dépenses et crédits, comment accorder les rythmes ? Ce que peut apporter le conseil d'exploitation à la gestion de la trésorerie des ménages agricoles et aux institutions de micro-finance** / M. Roesch, E. Vall, Ch. Kenikou Mounkama, M. Havard.- Cirad-Tera, Cirad-EMVT, Prasac, Irad. - 18 p.

Communication ayant pour objet d'analyser les rythmes caractérisant la gestion financière des exploitations agricoles et d'identifier les périodes de tension de trésorerie et les pratiques des agriculteurs pour réduire ces tensions ; d'analyser les rythmes des crédits proposés par les institutions de microfinance et les OP, pour identifier les périodes d'engorgement en confrontant les calendriers de la demande et de l'offre ; et enfin de montrer en quoi le conseil d'exploitation peut aider les agriculteurs à mieux élaborer des projets faisant appel au crédit et les institutions de microfinance à mieux sélectionner les candidats et à minimiser les risques des prêts. Pour illustrer cette démarche les auteurs s'appuient sur l'exemple d'un producteur du Nord Cameroun. La démarche et des supports utilisés pour le conseil d'exploitation sont aussi présentés (carnet de suivi, actions techniques, guides, documents pédagogiques,...).

[Télécharger le document PDF](#)

219.1 ko

► **Relation du CEF avec le monde rural et les services d'appui à l'agriculture. - 4 p.**

Pages extraites de : Le conseil aux exploitations familiales : actes de l'atelier sur le conseil aux exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, 19-23 nov. 2001, Bohicon, Bénin / P. Dugué, G. Faure. - Cirad, 2003. - 78 p.

[Télécharger le document Word](#)

81 ko

Autres documents sur les débats / enjeux

2.6

► **Quel avenir pour le conseil aux exploitations familiales en Afrique de l'Ouest ?** / G. Faure, P. Kleene (Cirad, France ; Urdoc, Mali), in Jamin J.Y., Seiny Boukar L., Floret C. (éditeurs scientifiques), 2003. Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun. Prasac, N'Djamena, Tchad - Cirad, Montpellier, France. - 10 p.

L'insertion croissante des exploitations agricoles dans une économie ouverte sur le marché engendre une demande des paysans pour des conseils qui dépassent les aspects techniques. Le retrait progressif des états des fonctions de vulgarisation incite également à repenser les dispositifs d'appui aux producteurs. En réponse à ce questionnement plusieurs expériences de conseil à l'exploitation familiale sont en cours en Afrique de l'Ouest. Au-delà d'une diversité des objectifs et des modalités d'intervention qui est analysée dans cette communication, il apparaît des points communs partagés par nombre d'entre elles qui contribuent à renforcer la capacité de d'analyse et de décision des producteurs.

[Télécharger le document PDF](#)

126.9 ko

3- Acteurs impliqués dans des dispositifs de CEF

3

Sont répertoriées ici différentes **structures et organisations** engagées dans le CEF, mais également des **équipes et des hommes** dont les engagements et les prestations demeurent fondamentaux dans toutes ces démarches.

[Voir la liste](#)

Y figurent des structures/centres de recherche, des organismes d'appui aux OP (ONG, Projets,...), des Organisations de producteurs, des centres de formation...

Cette liste en cours d'élaboration reste à compléter et à actualiser. N'hésitez pas à nous aider en ce sens.

Nous avons volontairement exclu les mails de la liste afin d'éviter les envois de spam. Nous restons néanmoins à votre entière disposition pour vous les envoyer. Il suffit de nous en faire la demande directe à polecef@inter-reseaux.org.

► [Répertoire d'acteurs et organismes \(dont ceux sur la liste de diffusion du pôle CEF\)](#)

4- Des actions dans les pays

Sont présentées ici des expériences de CEF classées par pays.

L'objectif est double : faire connaître les acteurs et leurs initiatives ; mais aussi mettre en évidence de la diversité des pratiques et processus existant en termes de mise en place de dispositifs de conseil à l'exploitation familiale.

La plupart des expériences de conseil à l'exploitation familiale des différents pays présentées ici sont aussi regroupées dans un même fichier sur le site du Cirad.

- ▶ [Bénin](#)
- ▶ [Burkina Faso](#)
- ▶ [Cameroun](#)
- ▶ [Côte d'Ivoire](#)
- ▶ [France](#)
- ▶ [Guinée](#)
- ▶ [Madagascar](#)
- ▶ [Mali](#)
- ▶ [Sénégal](#)
- ▶ [Tchad](#)
- ▶ [Autres pays, ou documents multi-pays](#)

4.1

Bénin

Au Bénin, le conseil de gestion (CDG) a débuté en 1995. Il a pu être développé au service des agriculteurs grâce à deux projets : la Cellule d'appui à la gestion des exploitations agricoles (Cagea) sur financement du ministère français des Affaires étrangères (MAE), et le Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation (Padse) sur financement de l'Agence française de développement (AFD). Aujourd'hui, suite à l'intégration des opérations menées par la Cagea au sein du Padse, ce dernier demeure le seul maître d'œuvre du CDG et intervient sur une grande partie du territoire béninois. Le CDG au Bénin constitue vraisemblablement l'expérience la plus aboutie dans la sous-région, comme en témoignent : le nombre de paysans bénéficiaires (2.700), la forte appropriation de la démarche par les différents groupes d'acteurs impliqués et notamment les opérateurs (ONG ou OP), et la dynamique d'institutionnalisation initiée suite à l'atelier national de 2003. Il s'appuie sur la formation des agriculteurs à la maîtrise des outils de collecte d'informations comptables, un appui et un suivi individuel et une phase de conseil à partir d'indicateurs technico-économiques (ex. marges brutes) pour identifier les points faibles du système d'exploitation et améliorer son fonctionnement.

▶ **Analyse des expériences de conseil en gestion à l'exploitation menées avec l'appui de la Cagea** / A-Ph. Zinse. - Cotonou, Bénin : Cagea [Cellule d'appui à la gestion des exploitations agricoles], 2001. - 6 p.

[Télécharger le document Word](#)

72.5 ko

▶ **Note synthétique sur les actes de l'atelier national sur le conseil de gestion : Bohicon, 8-11 avril 2003** / Comité de suivi des actes de l'atelier. - Bénin : Padse [Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation], Ministère de l'agriculture, 2003. - 7 p.

[Télécharger le document Word](#)

55.5 ko

▶ **Appui au volet conseil à l'exploitation du Padse et recherche d'une plus grande implication des organisations paysannes dans sa mise en œuvre : Rapport définitif** / S. Afouda, S. Oloulotan, V. Beauval. - Bénin : Padse [Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation], 2002. - 73 p.

[Télécharger le document Word](#)

442 ko

► **Appui au volet conseil à l'exploitation du Padse, seconde partie : Comptes-rendus des enquêtes sur le terrain.** - Bénin : Padse [Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation], 2002. - 52 p.

[Télécharger le document Word](#) ☐

254 ko

► **Aide mémoire de la mission d'appui au volet "Conseil de gestion" du Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation** / A. Legile, F. Giraudy, 2005. - 13 p.

Cet aide mémoire présente un résumé du rapport de mission mentionné précédemment.

[Télécharger le document Word](#) ☐

85.5 ko

► **Mission d'appui au volet "Conseil de gestion" du Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation** / A. Legile, F. Giraudy, 2005. - 54 p.

Les résultats de l'expérience béninoise de conseil de gestion se traduisent principalement par une rationalisation des processus de prise de décision chez les paysans, avec pour conséquence l'amélioration sensible de la conduite technico-économique des systèmes de production (voire du fonctionnement de certaines organisations de producteurs), et la construction d'un dispositif efficace et opérationnel s'appuyant sur des opérateurs privés permettant d'atteindre 2700 bénéficiaires. Ce rapport présente un diagnostic de l'expérience béninoise (démarche, résultats, dispositif), développe une vision prospective sur les évolutions possibles du CDG au Bénin et surtout propose une réflexion particulièrement importante sur les questions que pose la mesure des impacts du CDG chez les producteurs, et sur le dispositif nécessaire pour le suivi et le pilotage de l'activité.

[Télécharger le document Word](#) ☐

272 ko

► **Évolution des appuis aux producteurs béninois : de la vulgarisation agricole au conseil à l'exploitation familiale** / P. Gouton. - Bénin : Padse [Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation], 2005. - 3 p.

[Télécharger le document Word](#) ☐

37.5 ko

► **Conseil de gestion à l'exploitation familiale (CDG) au Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation (Padse) au Bénin.** - 10 p. (Extrait du rapport de mission Mali / D. Violas. - APCAM, Gerdur BDPA, Pase, 2005. - 41 p.

Il faut lire en particulier les pages 6 à 15 de ce rapport de mission « Tests de conseil à l'exploitation familiale. Échanges d'expériences et appui à la mise en œuvre ». Ces pages présentent le projet PADSE et le CDG depuis la phase pilote du projet (1995-1997), puis la phase de consolidation (1998-2003) jusqu'à l'émergence d'une stratégie d'envergure nationale (2005). Sont présentés aussi des thèmes et outils utilisés au Bénin.

[Télécharger le document Word](#) ☐

300 ko

► **Le conseil de gestion, facteur de structuration et d'évolution des organisations de producteurs et des filières : le cas de l'UGPAT au Sud Bénin** / D. Halley des Fontaines, 2005. - 3 p.

[Télécharger le document Word](#) ☐

31.5 ko

► **Livre Blanc sur le conseil agricole au Bénin.** - République du Bénin : Direction de la programmation et de la prospective du MAEP, PAIMAF, AFD, 2007. - 42 p.

Ce Livre Blanc est issu d'un processus long de réflexion collective sur les grandes orientations du Bénin sur le conseil agricole. Suite aux résultats et acquis des diverses approches développées dans le pays depuis l'Indépendance, et suite aux politiques agricoles béninoises récentes (orientée vers la modernisation de l'agriculture et son ouverture aux marchés extérieurs), le Maep, accompagné des acteurs Béninois (ONG, OP, agriculteurs, la recherche...) a souhaité adapter ses appuis aux agriculteurs vers un dispositif de conseils plus en lien à l'agriculture béninoise, essentiellement familiale. Ce document constitue un support stratégique et méthodologique à l'élaboration de la politique nationale en matière de conseil aux producteurs.

[Télécharger le document PDF](#) ☐

884.7 ko

Burkina Faso

La première expérience de conseil de gestion au Burkina Faso a débuté en 1992 dans la **zone Ouest**, sous l'impulsion de Paul Kleene avec le concours de partenaires de la recherche (**Inera/Cirad**) et du développement (Projet de développement intégré Houet-Kossi-Mouhoun, et le Centre régional de promotion agricole). L'objectif était de proposer une **alternative à la vulgarisation selon la méthode « Training & Visit »**. Avec l'appui de conseillers, des paysans volontaires de 30 villages, alphabétisés, se sont engagés dans une démarche participative prenant en compte l'ensemble de leur exploitation agricole et ayant comme but l'amélioration de leur prise de décision.

Viennent dans la suite les expériences liées à l'**UNPC-B (l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina) et la Sofitex (Société des fibres textiles)**. Créée en 1998, l'UNPC-B fait le constat de la faible technicité des producteurs et de problèmes de gestion de leur exploitation. En 2000, la Sofitex lui propose, à partir des résultats de l'expérimentation **Inera/Cirad/CRPA**, de mener une opération test de CEF : les correspondants coton de la Sofitex animent un conseil technico-économique visant à **raisonner la place du coton au sein de l'assolement et à améliorer la conduite des cultures** ; cette porte d'entrée permet aussi d'aborder des questions plus globales comme la **sécurité alimentaire** de la famille (via la définition des surfaces et les prévisions de rendement). Les échanges entre producteurs fondés sur l'auto-analyse de leur système de production conduisent à des innovations.

En parallèle, à partir de 1995, des **organisations paysannes (OP)** burkinabé tentent de répondre aux besoins de leurs membres confrontés au désengagement de l'Etat des systèmes de vulgarisation. Avec l'aide d'agriculteurs et de conseillers de gestion français, ces OP développent **en interne** des dispositifs de CEF en investissant dans la formation de leurs animateurs salariés et dans un conseil à des paysans volontaires. Ce conseil se caractérise par un **suivi et une remise de résultats individuels, mais aussi par des restitutions collectives** (bilan de fin de campagne) pour favoriser les échanges. Un lien fort existe entre conseil de gestion et conseil technique. Ces OP ont créé en 2002 le « **Réseau Gestion** », destiné à promouvoir les échanges entre les membres. Les réflexions en cours sur le développement d'un conseil de groupe tentent de trouver des réponses à l'analphabétisme des producteurs et recherchent des liens avec l'accès au crédit, une maîtrise de la commercialisation des produits... Un document est à venir sur le sujet, mais certaines expériences d'OP (**FNGN, Panisé, FGPN, Feppasi...**) sont déjà présentées ici infra.

Faites-nous part de vos commentaires et partagez votre expérience Burkiné avec le réseau : polecef@inter-reseaux.org

► **Le conseil de gestion comme méthode de vulgarisation agricole : aperçu général et application dans l'ouest du Burkina Faso.** Note résumée d'un texte rédigé par Paul Kleene (Cirad-sar), 1995. - 19 p.

[Télécharger le document Word](#)

102.5 ko

► **Expérience en conseil de gestion de la filière cotonnière Burkinabé.** - Burkina Faso : Unpc-B, Sofitex. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001.- 13 p.

[Télécharger le document Word](#)

114 ko

► **Expériences de conseil de gestion à l'exploitation familiale de l'Union provinciale des producteurs du Mouhoun / Sékou Bicaba.** - Burkina Faso : Cellule de gestion de l'UPPM. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 6 p.

[Télécharger le document Word](#)

45 ko

► **L'expérience de conseil de gestion à la Fédération nationale des groupements Naam / J. Renaud, K. Séré.** - Burkina Faso : Cellule agro-économique de la Fédération nationale des groupements Naam (Fngn). - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 7 p.

[Télécharger le document Word](#)

53 ko

► **Le Conseil à l'exploitation familiale à la Fédération nationale des groupements Naam (FNGN) : Outils et méthode. Document d'étape rédigé par l'Unité d'appui agro-économique, Mai 2006. -32 p.**

Au Burkina Faso, le premier groupement Naam a été créé en 1967. Aujourd'hui, la Fédération nationale des groupements Naam compte 5482 groupements avec près de 600 000 adhérents. Le conseil de gestion a démarré à la FNGN avec la mise en place d'unités économiques collectives telles que les banques de céréales, les périmètres maraîchers, etc. A l'issue d'une formation sur la gestion collective d'un périmètre, les maraîchers présents ont senti que, pour mieux maîtriser leur production, il était nécessaire qu'ils connaissent leurs propres résultats, culture par culture. C'est ainsi qu'a démarré le conseil de gestion aux exploitations agricoles à la FNGN, à la demande de ces maraîchers qui ont noté durant la campagne 1995-96, les activités, dépenses, récoltes et recettes de leurs différentes cultures. La démarche sera étendue progressivement à l'ensemble des unions de la FNGN avec des groupes volontaires. Parallèlement, les outils de collecte de données connaissent des améliorations (organisation de l'enregistrement culture par culture, enregistrement de la main d'œuvre familiale, etc.). Au cours de la campagne 2004/2005, 336 producteurs sont adhérents à la démarche « conseil de gestion » (CdG). Des réflexions sont menées sur la méthodologie, l'impact du CdG, les évolutions souhaitées, le problème de l'alphabétisation. Ce document présente les objectifs du CdG, la méthode, les activités, les outils et un bilan.

[Télécharger le document PDF](#)

257.6 ko

► **L'évaluation de l'impact du conseil de gestion de la FNGN/ Unité d'appui agro-économique. Burkina Faso, Juin 2006. -58 p.**

Cette évaluation, réalisée par l'Unité d'appui agro-économique de la FNGN fin 2005 début 2006, présente une description des adhérents au conseil de gestion (CdG) et de leurs activités, une vision de leur connaissance du CdG et du dispositif ainsi qu'une appréciation des impacts au niveau sociologique, technique, économique et organisationnel.

[Télécharger le document PDF](#)

239 ko

► **Le Conseil à l'exploitation familiale à Panisé : Outils et méthode. Document d'étape / MC. Ricard, R. Combia, A. Bicaba, A. Tiaho. - Burkina Faso : Panisé, Volontaire du progrès, Décembre 2004. - 20 p.**

Cette organisation paysanne d'envergure régionale située à l'Ouest du Burkina Faso développe des actions de conseil à l'exploitation familiale et sur la commercialisation de leurs produits. Sont présentés dans ce document d'étape des activités et outils utilisés en CEF.

[Télécharger le document Word](#)

384.5 ko

► **Outils et méthodes utilisés dans le dispositif de gestion à la Fédération des groupements de producteurs du Nayala. Document d'étape / A. Ky, L. Yverneau. - Burkina Faso : FGPN, Réseau Gestion Afdi, Mars 2005. - 15 p.**

La Fédération des groupements de producteurs du Nayala (ouest Burkina, six unions départementales) a monté un projet de formation-installation de jeunes, avec pour objectif initial de garantir le remboursement des prêts en s'assurant d'un bon suivi des dépenses par le jeune installé et par l'animateur. La FGPN a ensuite développé le dispositif de conseil vers d'autres membres. Sont présentés dans ce document d'étape des activités et outils utilisés en CEF.

[Télécharger le document Word](#)

294.5 ko

► **Le conseil à l'exploitation familiale à la Fédération provinciale des producteurs agricoles de la Sissili : Outils et méthode. Document d'étape / Houdou Nadié. - Burkina Faso : Feppasi, Mars 2005. - 15 p.**

La Fédération provinciale des producteurs agricoles de la Sissili (4 unions départementales au Sud du Burkina Faso) cherche à pérenniser son service de fourniture d'intrants à crédit pour ses membres et les actions de CEF qu'elle mène ont pour objectif d'amener les adhérents à maîtriser leurs choix techniques, à décider des spéculations et à travailler ensemble sur les modes de commercialisation. Sont présentés dans ce document d'étape des activités et outils utilisés en CEF.

[Télécharger le document Word](#)

214.5 ko

Cameroun

Les actions au Cameroun se concentrent au Nord, depuis 1998, dans le cadre du Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale (Prasac).

► **Le Conseil de gestion au Nord-Cameroun** / A. Djonnéwa, M. Havard, A. Legile. - Cameroun : IRAD/PRASAC, DPGT. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 18 p + Annexes.

[Télécharger le document Word](#)

364 ko

► **L'expérience Aprostoc dans l'Extrême-Nord du Cameroun.** - Cameroun : Association des producteurs stockeurs de céréales du Diamaré. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 7 p.

[Télécharger le document Word](#)

64.5 ko

[Télécharger le document PDF](#)

1.5 Mo

► **L'expérience du Service de comptabilité et de gestion des exploitations agricoles du Nord / Silué Lancina, Tuo Sinaly.** - Côte d'Ivoire : SCGEAN, Korhogo. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 8 p.

[Télécharger le document Word](#)

59.5 ko

► **L'expérience de conseil de gestion à l'exploitation du centre de gestion de l'Aprocasude / Idrissa Silue.** - Côte d'Ivoire : Aprocasude, Abengourou. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 6 p.

[Télécharger le document Word](#)

79.5 ko

Côte d'Ivoire

► **L'expérience du Service de comptabilité et de gestion des exploitations agricoles du Nord / Silué Lancina, Tuo Sinaly.** - Côte d'Ivoire : SCGEAN, Korhogo. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 8 p.

[Télécharger le document Word](#)

59.5 ko

► **L'expérience de conseil de gestion à l'exploitation du centre de gestion de l'Aprocasude / Idrissa Silue.** - Côte d'Ivoire : Aprocasude, Abengourou. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 6 p.

[Télécharger le document Word](#)

79.5 ko

France

Des agriculteurs ont pris en charge leur propre vulgarisation !

Création de groupes d'agriculteurs à la recherche de solutions à leurs problèmes

La diffusion du progrès technique restait très lente et le sous-développement des campagnes françaises quasi-général avec un système de vulgarisation descendant fonctionnant souvent « comme si les uns "savaient" et les autres "ne savaient rien"... sans la participation active des agriculteurs concernés... **Des agriculteurs ayant envie d'expérimenter des solutions nouvelles ont constitués alors des petits groupes (10-20 personnes** « pour que chacun se sente à l'aise et puisse prendre la parole pour exposer sa situation ») : les premiers Céta (Centres d'études techniques agricoles) (1944).

Céta, outils de vulgarisation officiellement reconnu et étendu

Au travers du travail en groupe des Céta, les agriculteurs participaient eux-mêmes à leur propre vulgarisation : ils développaient leur capacité à rechercher par eux-mêmes les solutions aux problèmes prioritaires de leurs exploitations. Les Céta ont contribué à l'accélération de la vulgarisation du progrès technique en agriculture grâce notamment au renforcement des liens avec la recherche publique et les stations de recherche des firmes privées (d'engrais ou de l'alimentation du bétail) qui trouvaient dans les CETA des partenaires privilégiés pour la mise en place d'expérimentations et l'application de méthodes innovantes.

Ils ont été **reconnus pour leur travail de recherche appliquée, d'obtention de références techniques au niveau de l'exploitation, et comme outil privilégié pour la vulgarisation** du progrès technique. Cette reconnaissance a été officialisée au travers d'un décret (11 avril 1959) organisant la vulgarisation du progrès technique agricole à partir de groupes librement constitués selon le modèle de la loi de 1901. Ce même décret de 1959 a aussi permis la création des GVA (Groupements de Vulgarisation du Progrès Agricole), groupes de 50 à 150 adhérents qui avaient un rôle de vulgarisation, d'animation et d'entraînement du milieu, **relayant souvent très efficacement les résultats des travaux des CETA** en direction du plus grand nombre en organisant des "actions de masse"... Les Céta se voyaient aussi dotées de moyens de financement, via des taxes parafiscales.

Céta et conseil de gestion

Dans un CETA, il était nécessaire de vérifier la validité économique des résultats techniques... Mesurer les coûts supplémentaires, le surplus de travail à effectuer, les conséquences sur les autres activités était monnaie courante... Pas étonnant donc que les premiers centres de gestion professionnels aient été créés par des adhérents de CETA (avec là encore l'appui de l'enseignement et la recherche pour mettre au point des méthodes de gestion adaptées aux caractéristiques de l'exploitation famille). La Fédération nationale des CETA a mis en place un service d'appui à ces jeunes centres de gestion, jusqu'à la création de la FNOGA (Fédération Nationale des Organismes de Gestion Agricole)...

Ce texte introductif est tiré du [chapitre sur les CETA](#) du livre "[Origine et développement des organisations agricoles en France](#)" (que vous trouverez intégralement infra).

Bien que d'autres organisations ont contribué aux succès obtenus (JAC, Civam, Maisons familiales rurales, Chambres d'agriculture pour ne citer qu'elles...), il appuie volontairement sur le rôle des Céta initiés par des agriculteurs car ces groupes ont largement contribué à la vulgarisation de techniques agricoles et à l'émergence du conseil de gestion.

► Origine et développement des organisations agricoles en France. Témoignages et partages d'expériences / Médard Lebot. - FPH, 1997. - 70 p.

L'on pourra regarder dans ce livre plus particulièrement le chapitre sur l'évolution en France de la vulgarisation du progrès technique vers le passage au développement et les centres de gestion (p 19-37).

[Télécharger le document Word](#)

277.5 ko

► Extrait "Origine et développement des organisations agricoles en France..." : Chapitre sur les CETA, 18 p.

[Télécharger le document Word](#)

71 ko

► **Histoire de la gestion en France / Legile A. - Document de travail, Groupe de travail Outils et méthodes de gestion. - Inter-réseaux, 1998. - 48 p + annexes.**

Ce travail apporte des éléments de connaissance sur la façon dont la gestion des exploitations agricoles est née et s'est développée en France. Le conseil en gestion, encore récent pour la majeure partie des agriculteurs français, a beaucoup évolué et il existe aujourd'hui différentes approches et services apportés à l'agriculteur. Ces éclairages montrent que le pragmatisme et le bon sens sont les meilleurs guides pour mettre en place des dispositifs d'appui à la gestion.

[Télécharger le document PDF](#)

689.6 ko

► **Vulgarisation et développement agricole : l'expérience française / J. Pinon. - Inter-réseaux, Grain de sel n°20, p 25, 2002. - 1 p.**

Article retraçant le chemin depuis des initiatives de paysans qui se prennent en charge, jusqu'aux financements relais et rôle des chambres d'agriculture plus récent.

[Télécharger le document RTF](#)

7.9 ko

► **Les diverses formes de conseil à l'exploitation familiale. - Montpellier : Cirad. - 1 p.**

Court texte, en ligne sur le site "Agriculture familiale et monde à venir" du Cirad, et qui permet de resituer la naissance du conseil de gestion en France, avec en particulier la dynamique d'auto développement des Ceta (Centres d'études des techniques agricoles), les Groupements de vulgarisation agricole, et comités régionaux de développement agricole.

[Télécharger le document HTML](#)

7.5 ko

► **Histoire des Civam (Centres d'initiative pour valoriser l'agriculture et le milieu rural). - Civam, 2004. - 88 p.**

Évolution des Civam, depuis la genèse (avec les cours post-scolaires agricoles et ménagers agricoles et la vulgarisation au service de la productivité - 1945-1961), à la Fédération nationale des Civam : le passage de la vulgarisation agricole à la formation à la prise de responsabilités (1961-1975), la diversification et décentralisation (1984-1992) et la nouvelle orientation du mouvement (1992-1998) avec une nouvelle approche du développement et du rural.

[Télécharger le document RTF](#)

383.8 ko

Le Conseil de gestion (CDG) est né des limites de la vulgarisation classique (fondée sur la diffusion de savoirs et d'innovations techniques auprès des paysans). En Guinée, c'est ce constat d'**insuffisance du seul appui technique qui a conduit à la mise en place de deux premières expériences de CDG** :

► chez les **producteurs de bananes et de porcs en Guinée forestière** d'abord,

► puis chez les **producteurs de pommes de terre dans le Fouta-Djallon**.

Ces producteurs sont en effet engagés dans une dynamique d'intensification et/ou de commercialisation actives de ces spéculations essentiellement valorisées sous forme monétaire. L'amélioration de la rentabilité de leurs systèmes passe par une aide à la décision technico-économique, source de rationalisation des choix sur la base d'indicateurs chiffrés.

Les enseignements de ces deux premières expériences conduites sur 2 années conduisent aujourd'hui à s'interroger sur la façon d'envisager l'avenir de l'activité. Dresser un bilan afin d'alimenter la réflexion prospective est apparu nécessaire. C'est ce à quoi participe en particulier la mission effectuée par Anne Legile fin 2005 (voir le rapport infra).

► **Appui aux programmes de conseil de gestion en Guinée forestière et dans le Fouta-Djallon / A. Legile, 2005. - 41 p.**

La première partie de la mission a été consacrée à une analyse de l'existant (dans chaque site, avec des acteurs de l'autre région - paysans et techniciens). Elle a consisté à rencontrer les promoteurs et les bénéficiaires du CDG afin d'identifier ce que recouvrait concrètement la démarche utilisée ainsi que les forces et faiblesses du dispositif. Cette phase de terrain a été précieuse lors de l'atelier d'échanges qui constituait la seconde partie de la mission, et où ont pu être débattues des questions pratiques, supports aux réflexions de fond sur la place du CDG dans la stratégie d'une OP ou encore le rôle et les qualités d'un conseiller. Les résultats enregistrés sont positifs et conformes à ce qui est généralement observé avec les démarches de Cdg. Les évolutions développées par la FPDF, tant sur la méthode que sur les outils, devront être poursuivies pour réaliser la meilleure adéquation possible avec les besoins et capacités des paysans et techniciens utilisateurs. Compte tenu du faible nombre de paysans concernés, l'impact direct du CDG est pour le moment limité. Par contre c'est un excellent outil de réflexion et d'action en vue de rechercher de nouveaux modes d'intervention en appui aux producteurs.

[Télécharger le document PDF](#)

346.7 ko

► **La démarche AFDI de Conseil à l'exploitation familiale à Madagascar / E.Le Dantec. - Assistante Technique PSA-TAFITA Vatovavy Fitovinany, 2007. - 10 p.**

[Télécharger le document PDF](#)

85.4 ko

Vous trouverez ici des documents relatifs à différentes actions de CEF ayant (eu) lieu au Mali.

Au début, dans les années 80 et en zone cotonnière, il y a d'abord eu du conseil en gestion économique lié au conseil technique, liant chercheurs de l'IER, la CMDT, le Projet PASE, et des paysans en zone Mali-Sud.

Ensuite dans les années 90 en zone Office du Niger(ON), a été développé du CEF payant fourni par des prestataires de service privés (projet PCPS) en lien avec la recherche (projet URDOC).

Plus récemment, d'autres initiatives autour du CEF ont été développées :

* En zone cotonnière, à noter le développement d'un Programme de conseil à l'exploitation du Ministère de l'agriculture (**Pase**) qui mène depuis 2005 un **test de CEF**, qui travaille avec la CRA de Sikasso et un prestataire chargé de la mise en oeuvre de test. * En zone cotonnière toujours, il y a aussi le **PASAOP** qui y met aussi en oeuvre des contrats de prestation de vulgarisation/conseil technique (test de vulgarisation plus que du conseil global à l'exploitation).

* En zone ON, à noter des approches développées (Approche gestion intégrée de la production et des déprédateurs (GIDP).

* Sinon, d'autres projets de développement et des interventions plus localisées d'ONG apportent sous différentes formes des conseils aux producteurs. * A noter enfin que la CNOP mène aussi des actions de conseil.

L'approche CEF est donc multiple au Mali... Mais à voir si elle est suffisamment intégrée à une politique nationale de relance de la vulgarisation agricole, pour ne pas être divisée et limitée dans l'espace et dans le temps ?

Partagez vos réactions et réflexions sur le CEF au Mali : polecef@inter-reseaux.org

► **Le conseil de gestion en zone cotonnière malienne de la CMDT avec le Projet Pase (Projet d'amélioration des systèmes d'exploitation)** / JP. Derlon. - Mali : CMDT, Pase. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 11 p.

La Cmdt a conduit en relation avec la recherche malienne les premières expériences de « conseil de gestion des exploitations agricoles » au début des années 80 et les activités du conseil se sont poursuivies sur des sites tests pendant 3 ans. Le transfert de l'outil au service de vulgarisation a ensuite révélé des difficultés d'utilisation. La Cmdt tire ici des enseignements de tests conduits jadis et d'actions qui se sont poursuivies dans sa zone : en particulier celle des agro-éleveurs de Fana qui ont organisé leur exploitation pour maintenir leur troupeau toute l'année sur le terroir et produire du lait. Il s'agit d'une expérience d'auto-encadrement organisée autour d'une association de producteurs, sous l'impulsion d'un agent retraité de la Cmdt avec l'appui d'équipes d'encadrement et de l'Afdi. Cette expérience s'appuie sur le respect d'un cahier des charges précis sur le plan technique et la démarche fait appel au savoir-faire paysan.

[Télécharger le document Word](#)

81 ko

► **L'expérience de conseil de gestion à l'exploitation dans la zone Office du Niger.** - Mali : Cps (Niono), Urdoc. - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 5 p.

Une deuxième expérience de CEF au Mali a été introduite en zone rizicole Office du Niger entre 1997-1999 par les projets URDOC et PCPS : 17 paysans y ont participé. Cette expérience a été reprise entre 2000-2004 basée sur un modèle de service payant fourni par des prestataires de service privés contractualisés par les OP participantes, appuyées par le projet PCPS. Mise au point méthodologique, formation des conseillers et suivi étant assuré par la R-D (projet URDOC). Des modules de conseils spécifiques ont été développés (sur la riziculture, production animale et maraîchage). Environ 300 paysans hommes et 400 paysannes ont participé sur 1-4 ans aux conseils, fortement appréciés. La participation financière au coût du conseil a permis de s'assurer de la motivation réelle des participants. Mais cette participation n'a pas dépassé 10-15 % du coût réel du service conseil. En absence d'un renouvellement de financement extérieur après l'arrêt des projets PCPS et URDOC, les services CEF se sont éteints les uns après les autres.

[Télécharger le document Word](#)

53 ko

► **Les principaux résultats de la 2ème phase du Projet Unité de recherche développement et observatoire du changement (Urdoc 2) 2000 - 2004. Résumé** / Cirad-Tera, Nyeta Conseils - Mali : Office du Niger, DADR Ségou, Urdoc 2, Janvier 2005. - 7 p.

L'Unité de recherche développement observatoire du changement (Urdoc) est un projet d'appui à la mise en valeur des périmètres irrigués de la zone Office du Niger. Il a été réalisé en deux phases : la première s'est déroulée de 1995 à 1999 ; la seconde appelée Urdoc2 de 2000 à 2004. L'activité principale qui a structuré les interventions de la phase 2 du projet est la mise au point d'une méthodologie et d'un dispositif de conseil de gestion aux exploitations agricoles familiales en collaboration avec d'autres partenaires (CPS, SCR/ON, Privés).

[Télécharger le document PDF](#)

126.9 ko

► **Tests de conseil à l'exploitation familiale : échanges d'expériences et appui à la mise en œuvre. Rapport de mission** /D. Violas. - Mali : Pase [Programme d'amélioration des systèmes d'exploitation en zones cotonnières], APCAM, Gedur, BDPA, 2005. - 41 p.

Le Pase plus récent sous forme de programme est un programme de conseil à l'exploitation en zone cotonnière du Ministère de l'agriculture cofinancé par la République du Mali, l'AFD et les producteurs. Le maître d'ouvrage délégué est l'APCAM. Le Pase a envisagé la mise en œuvre de tests de Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF), mode de conseil qui est une alternative aux méthodes de vulgarisation de masse fréquemment remises en cause par les paysans (ne répondent plus aux besoins et stratégies différenciés dans un environnement technico-économique en rapide évolution). Pour cela, le Pase a souhaité connaître l'expérience développée au Bénin dans le cadre du Padse (Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation) : les pages 8 à 15 de ce rapport présentent les acquis méthodologiques, l'organisation du CEF et les outils pédagogiques publics utilisés au Bénin. Les pages suivantes sont sur les outils utilisés dans les expériences maliennes.

[Télécharger le document Word](#)

300 ko

► **Note méthodologique sur les tests de Conseil à l'exploitation familiale.** - Mali : Pase, 2005. - 8 p.

Dans le cadre du Pase (cf. rapport supra) a mis en œuvre depuis septembre 2005 des tests de conseil à l'exploitation familiale (CEF) en zones cotonnières. Les tests visent à capitaliser et développer les acquis sur le CEF au Mali et dans la sous-région, et à étudier les modalités d'une plus grande implication des OP à la gestion du conseil agricole. L'objectif des actions-tests est d'évaluer la faisabilité technico-financière et le montage institutionnel de la mise en place d'un conseil agricole répondant aux problèmes spécifiques rencontrés par les membres d'OP et pouvant être pérennisé.

[Télécharger le document Word](#)

72 ko

► **Étude de capitalisation sur les expériences de conseil agricole au Mali** / M. Havard (Cirad), Y. Coulibaly (consultant national), P. Dugué (Cirad). - Apcam [Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali], Cirad, 2006. - 99 p.

Le Programme d'amélioration des systèmes d'exploitation en zone cotonnière (Pase) et l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali (Apcam) ont sollicité le Cirad pour appuyer le Volet « conseil à l'exploitation familiale » (CEF) en 2006. L'appui apporté par le Cirad vise à améliorer les performances du dispositif de conseil expérimenté dans le cadre du Pase et à contribuer à la réflexion sur la construction de dispositifs de conseil originaux et novateurs avec les différents opérateurs de développement au Mali dont l'Apcam. Cet appui comprend entre autre la mise en place d'un groupe de travail sur le conseil et un travail de capitalisation des expériences de conseil agricole au Mali et dans la sous-région. Ce document présente des dispositifs de CEF dans la sous-région et surtout la synthèse du travail de capitalisation des expériences de conseil agricole au Mali (avec des discussions sur les dispositifs existant : problèmes de gouvernance, financement, formation des conseillers, alphabétisation des producteurs, pérennité des dispositifs...). Ce rapport peut paraître long, mais il est bien découpé et facile à lire ! (voir le résumé de 2 p. ci-infra)

[Télécharger le document PDF](#)

699.3 ko

► **Résumé du document supra** : "Étude de capitalisation sur les expériences de conseil agricole au Mali, 2006". - 2p.

[Télécharger le document Word](#)

297.5 ko

► **Le conseil à l'exploitation familiale à Farafansi So dans la zone Office du Niger au Mali : bilan et perspectives** / Y. M. Kone. - Mémoire de Master. - SupAgro- Institut des régions chaudes, Cirad-Tera, 2007. - 180 p.

Michel Koné a effectué son mémoire sur le CEF en zone ON (stage mémoire à IRC, ex Cnearc). Son rapport très instructif met l'accent sur les relations entre acteurs pour expliquer la réussite ou l'échec du CEF : relation au sein de la famille, relation participants/conseillers, perception des représentants paysans... Le problème de la participation financière est également analysée, problème considéré comme central par l'auteur pour expliquer les difficultés rencontrées dans bon nombre de groupes CEF. Voir le résumé de 2 p. infra pour vous aider à cibler vos lectures et si vous ne pouvez télécharger de gros documents...

[Télécharger le document PDF](#)

3.8 Mo

► **Résumé du mémoire de Master "Le Conseil à l'Exploitation Familiale à Farafansi So dans la zone Office du Niger au Mali : Bilan et perspectives"** / Y. M. Kone, 2007. - 2p.

L'étude présente d'abord le contexte (restructuration et réformes de l'ON et recomposition du paysage institutionnel : en titre I) ; puis la méthodologie d'étude adoptée (titre II) ; l'évolution du cef à Faranfasi So entre 1997-2004 (III) ; l'analyse les adhérents au cef, leur évolution, statuts, stratégies, régularités... (IV) ; l'analyse d'impacts du cef (V) ; les méthodes et outils du cef utilisés (VI) ; les conseillers (VII) ; le dispositif de mise en œuvre du cef (VIII) ; et enfin quelques suggestions d'amélioration de la mise en œuvre des activités de conseil par Faranfasi So.

[Télécharger le document PDF](#)

20 ko

Sénégal

4.9

Au Sénégal sont à signaler notamment :

► l'expérience de la société cotonnière Sodefitex qui avait dans le passé développé le conseil de gestion à l'exploitation. Cette expérience a perduré pendant plusieurs années sur fonds propres.

► l'expérience de "la Fongs qui travaille depuis plusieurs années à la mise au point d'une démarche d'accompagnement de l'Exploitation familiale. La démarche LEFA vise à promouvoir des projets familiaux et une mise en cohérence entre projets collectifs et projets individuels" (extrait de l'étude de capitalisation, Cirad, Apcm, 2006).

Existe aussi le **CGER** (Centre de gestion et d'économie rurale) qui travaille dans la Vallée du Fleuve Sénégal en conseil de gestion aux OP membre, mais qui via ses outils aborde aussi des questions de conseil au niveau de l'exploitation familiale.

► Analyse économique sur la tomate industrielle - Campagne 2005-2006 / CGER Sénégal - Année 2007, n°1. - 14 p.

Cette note d'analyse sur la tomate montre bien comment à partir des chiffres du conseil de gestion des exploitants ou OP suivies on peut tirer des conseils technico-économiques d'une portée plus large à destination de l'ensemble des producteurs. La note analyse comment se compose (et décompose) le revenu de producteurs issu de la culture de la tomate dans la Vallée du Fleuve au Sénégal. Elle analyse l'influence et le risque de différentes variables (impact des différentes formes de transport ; des types de semences...). Elle explicite les effets de ces variables sur le rendement ET sur le revenu. Les choix du producteur sur la tomate sont mis aussi en perspective avec d'autres cultures au niveau de l'exploitation (le riz) et des contraintes liées aux milieux local et international. Les chiffres ne sont pas utilisés pour porter des jugements de valeur mais pour essayer de comprendre, et pour se poser de nouvelles questions, autant de nouvelles pistes de travail pour renforcer les dynamiques autour de la filière tomate et revenus des producteurs. A lire !!

[Télécharger le document PDF](#)

480.2 ko

Tchad

4.10

Au Tchad, des expériences de conseil ont été initiées par l'ITRAD/PRASAC autour de la production cotonnière. La production de coton est en grande difficulté et ces expériences semblent difficiles à poursuivre.

► **Le conseil de gestion au sud du Tchad** / J. Leroy. - Itrad (Institut tchadien de recherche agronomique pour le développement), Prasac (Pôle régional de recherche appliquée aux savanes d'Afrique centrale). - Atelier de Bohicon, Bénin du 19 au 23 novembre 2001. - 6 p.

[Télécharger le document Word](#)

74.5 ko

Autres pays, ou documents multi-pays

4.11

► Conseil en gestion pour les exploitations agricoles d'Afrique et d'Amérique latine. Dossier de l'Inter-réseaux Développement rural n°1. - Paris : Inter-réseaux, 1996. - 62 p.

Document issu d'une réunion sur le conseil en gestion pour les exploitations agricoles du Sud, organisée en 1996 par le groupe de travail "outils et méthodes de gestion" d'Inter-réseaux. Après des questions liées à la mise en œuvre de dispositifs de conseil en gestion (position du conseil en gestion par rapport aux autres types de conseils, "public" cible, outils, institutionnalisation du dispositif d'appui, financement du conseil et du dispositif d'appui, les conseillers), sont présentées les expériences ayant amené à ces réflexions : en **Côte d'Ivoire** (formation d'ingénieurs à l'Institut Agricole de Bouaké), au **Burkina Faso** (approche expérimentale pour améliorer le dispositif public de vulgarisation agricole), en **Colombie** (dispositif d'une OP de café), et au **Bénin** (Centre de gestion des exploitations agricoles de la Faculté de Sciences agronomiques de Cotonou).

[Télécharger le document PDF](#)

947.2 ko

5- Des démarches et outils

Sont présentés ici des éléments de démarches et des outils utilisés dans le cadre de CEF.

L'objectif n'est pas de donner des recettes et outils miracles car en la matière, **il n'y a ni démarche figée une fois pour toute, ni de bon outil en soi** : ils doivent pouvoir évoluer pour s'adapter au niveau changeant des paysans, et répondre à de nouvelles demandes.

Le CEF est une démarche d'aide à la décision visant à **promouvoir des raisonnements** fondés, entre autre, sur la **mesure et la prévision**, et les outils développés ont pour but de **faciliter cet apprentissage auprès des agriculteurs**.

Il existe donc une large gamme d'outils permettant à l'ensemble des acteurs impliqués (agriculteurs, conseillers, responsables du dispositif) de répondre à cet objectif en s'adaptant à la diversité des besoins du moment et des situations rencontrées : bilans, fiches de suivi-analyse, calculs de marge, journaux de caisse, prévisions, échanges paysans, expérimentations techniques... Certains sont destinés aux **agriculteurs individuels**, d'autres permettent aux **conseillers** d'animer des travaux en groupe, d'autres encore permettent aux **gestionnaires** de suivre le dispositif ou le travail du conseiller.

Les documents de collecte et d'analyse de données issus de la logique comptable sont souvent considérés comme des supports indispensables au CEF. Si leur utilisation est fortement répandue (cf. les exemples de fiche de suivi, calcul de marge), elle est aussi parfois discutée (cf. l'article de B. Peneau : « Peut-on faire de la gestion sans comptabilité ? »).

Ces débats et la variété des instruments présentés montrent qu'**il n'y a pas d'outils universels du CEF** : ceux nécessaires à un agriculteur sahélien dont la priorité quasi exclusive est de nourrir sa famille seront différents de ceux recherchés par un planteur d'ananas du Sud Bénin fortement inséré dans l'économie de marché...

Des documents sont ici accessibles en ligne ci-dessous.

Pour ceux y ayant accès, vous trouverez aussi des éléments clairs dans le [Guide pratique Conseil à l'exploitation familiale](#), en particulier les pages 84-104 : « Outils utiles pour les paysans, conseillers, et gestionnaires du conseil ».

Pour aller plus loin :

- ▶ [Discussions sur les démarches et outils](#)
- ▶ [Boîte à outils : présentation d'outils](#)
- ▶ [Rubrique spécifique à l'alphabétisation fonctionnelle](#)

Sont traités ici de différents éléments généralement pris en compte dans une démarche pour la mise en place d'un dispositif de conseil aux exploitations familiales, avant sa mise en place et pendant son déroulement (gouvernance, dispositif de suivi-évaluation...).

La démarche est très en lien avec les outils... Donc vous trouverez aussi ci-dessous des documents de réflexion sur des outils utilisés dans différents dispositifs, successivement ou simultanément : progressivité et évolution des démarches et outils allant de paire avec l'évolution des publics, de leurs réflexions et besoins.

Pour ceux y ayant accès, vous trouverez aussi des éléments clairs dans le Guide pratique Conseil à l'exploitation familiale co-édité par le Gret-Cirad, en particulier les pages 47-72 : "Démarche pour la mise en place d'un dispositif de CEF".

► **Restitution et prévision individuelle : Expérience pratique avec un adhérent** / A. Bicaba. - Burkina Faso : Service de Gestion Dédougou, Afdi. - juin 2007, 4 p. + Annexe

Cette note présente un entretien entre un producteur de la boucle du Mouhoun et un conseiller du service de gestion de Dédougou (Burkina Faso). Il a été effectué en juin 2007 autour de l'analyse la campagne passée et la prévision de la suivante. Il illustre de méthodes utilisées par le conseiller (techniques de conseil et utilisation des outils).

[Télécharger le document Word](#)

154 ko

► **Analyse économique sur la tomate industrielle - Campagne 2005-2006** / CGER Sénégal - Année 2007, n°1. - 14 p.

Cette note d'analyse sur la tomate montre bien comment à partir des chiffres du conseil de gestion des exploitants ou OP suivies on peut tirer des conseils technico-économiques d'une portée plus large à destination de l'ensemble des producteurs. Elle analyse comment se compose (et décompose) le revenu issu de la culture de la tomate dans la vallée du Fleuve au Sénégal. Elle analyse l'influence et le risque de différentes variables (impact des différentes formes de transport ; des types de semences...). Elle explicite les effets de ces variables sur le rendement ET sur le revenu. Les choix du producteur sur la tomate sont mis aussi en perspective avec d'autres cultures au niveau de l'exploitation (le riz) et des contraintes liées aux milieux local et international. Les chiffres ne sont pas utilisés pour porter des jugements de valeur mais pour essayer de comprendre, et pour se poser de nouvelles questions, autant de nouvelles pistes de travail pour renforcer les dynamiques autour de la filière tomate et revenus des producteurs. A lire !!

[Télécharger le document PDF](#)

480.2 ko

► **Commentaire sur la note d'analyse du CGER au Sénégal. - Inter-réseaux, 2007. - 2 p.**

[Télécharger le document Word](#)

80.5 ko

► **Réaction de Bernard Péneau (Afdi Haute-Savoie et Réseau gestion Afdi, Ancien directeur de centre de gestion) du CGER au Sénégal. 3p.**

[Télécharger le document Word](#)

33 ko

► **Une utilisation du Conseil à l'Exploitation Familiale pour appuyer le bon déroulement d'une opération de commercialisation collective/** Le Réseau gestion. Burkina Faso : Afdi, 2007. - 2 p

Comment utiliser les données issues de suivi technico-économique de production à l'échelle d'exploitations familiales, quand de plus certaines données sont manifestement mal renseignées (volontairement ou non). Dans l'expérience présente réalisée en mars 2007 à la Fédération Provinciale des Professionnels Agricoles de la Sissili (OP du sud Burkina, membre du Réseau gestion), l'analyse collective des données - même fausses - a permis d'appuyer la réussite d'une opération de commercialisation collective, et notamment l'étape de mise en stock. L'important est de pouvoir discuter les données en groupe avec les producteurs, et que les réflexions collectives engendrées permettent des prises de décisions et solutions aux problèmes rencontrés aux niveaux individuels (producteur) ou collectifs (leurs groupements), les deux étant évidemment liés.

[Télécharger le document PDF](#)

65.9 ko

► **Outils et méthodes de gestion pour les exploitations agricoles et OP** / F. Japiot, P. Gautier - Document de travail, Groupe de travail Outils et méthodes de gestion. - Paris : Inter-réseaux Développement rural, 1998. - 139 p.

Ce document pose les jalons d'une analyse à la fois sur les outils utilisés dans la gestion mais aussi sur les méthodes employées pour mettre en œuvre ces outils, les faire évoluer ainsi que sur la nature des dispositifs d'appui conseil en gestion (en amont et en aval de la fonction gestion au sens strict).

[Télécharger le document Zip](#)

838.2 ko

► **Introduction au document de F. Japiot, P. Gautier sur les Outils et méthodes de gestion pour les exploitations agricoles et OP, 1998. - 1 p.**

[Télécharger le document Word](#)

27.5 ko

► **Peut-on faire de la gestion sans comptabilité ?** / B. Péneau. - Paris : Inter-réseaux Développement rural. Grain de Sel n°20Avril 2002. - 5 p.

Est-il indispensable de connaître le résultat comptable d'un exercice pour faire de la gestion ? Est-il indispensable de mettre en œuvre ces règles comptables pour bien gérer ? Quelle réponse donner à ceux qui veulent proposer des analyses de gestion aux paysans des pays en voie de développement ?

[Télécharger le document RTF](#)

23.7 ko

► **Se former pour gérer : approche de la gestion portée par les Afocg et le réseau Inter-Afocg.** - Inter-associations de formation collective à la gestion, 2002. - 48 p.

Les Afocg se sont créées en France à l'initiative d'agriculteurs qui souhaitent s'impliquer dans le devenir de leur milieu à la fin des années 70, début 80. Ils ont créé ces associations de formation pour permettre aux agriculteurs de gérer, c'est-à-dire de prendre, en connaissance de cause, les décisions de plus en plus complexes auxquelles ils avaient à faire face, à court et long terme. Au fil des années, l'approche de la gestion développée par les Afocg s'est enrichie et complexifiée pour répondre aux problématiques portées par les agriculteurs, en développant une approche globale de la gestion, sans réduire celle-ci à sa seule dimension économique (et à poser la comptabilité avant tout comme un outil d'information), et à développer des démarches de formation à la prise de décision. Ce document présente i) les approches de la gestion des Afocg (approche globale de l'exploitation, dimensions à faire interagir dans la gestion de l'exploitation ; démarche de projection et concrétisation ; Gestion comme décision...) et ii) les approches de la formation en gestion.

[Télécharger le document PDF](#)

2.1 Mo

► **Comment développer une démarche de gestion de l'exploitation familiale ? État des réflexions actuelles et propositions à débattre** / Groupe de travail Gestion Afdi, 2004. - 20 p.

Ce document présente des principes et éléments de démarche de l'Afdi 1) pour la mise en place de systèmes en appui à la gestion de l'exploitation familiale (un service aux agriculteurs pour le plus grand nombre, devant être sous la maîtrise paysanne,...), 2) pour faire fonctionner un dispositif de gestion à grande échelle (cycle de gestion, démarche de bon sens, progressive, basée sur les quantités, les prix, les achats et les ventes, et intégrant les besoins familiaux, actions de groupe), et 3) pour la formation des paysans et le profil des animateurs et conseillers. Des expériences d'organisations paysannes et des producteurs en Afrique de l'Ouest et en France sont aussi évoquées.

[Télécharger le document PDF](#)

135 ko

Boîte à outils : présentation d'outils

5.2

Sont présentés ici des outils pour le conseil aux exploitations familiales et conseil de gestion utilisés par des équipes sur le terrain.

Partagez vous aussi des outils avec lesquels vous travaillez en écrivant à polecef@inter-reseaux.org!

► **À la découverte de la gestion. Repères méthodologiques pour les techniciens au Sud** / Afdi, 2007. - 2 p.

[Télécharger le document PDF](#)

41.6 ko

► **Éléments pour aborder la gestion agricole dans les pays du Sud. Repères méthodologiques à destination de ceux qui travaillent sur la gestion au Sud** / Afdi, 2007. - 2 p.

[Télécharger le document PDF](#)

72.3 ko

► **Marge brute (MB) d'une culture. Fiche d'Outils pratiques, Indicateurs technico-économiques** / Afdi, 2007. - 2 p.

[Télécharger le document PDF](#)

49.8 ko

► **Contribution méthodologique à l'évaluation économique d'itinéraires techniques sur le bananier** / Temple L. - Cirad Fihor, 2004. - 9 p.

Présentation d'une démarche mise en œuvre au Cameroun pour l'organisation de la collecte d'information (fiches de suivi des achats d'intrants, fiche d'enregistrement du travail et de la production...), les calculs de marges et de la productivité des facteurs sur bananier, et l'utilisation des indicateurs pour des décisions de gestion. Ce document est destiné en particulier à des vulgarisateurs ou responsables d'OP.

[Télécharger le document PDF](#)

264.7 ko

► **Le Conseil à l'exploitation familiale à Panisé : Outils et méthode. Document d'étape** / MC. Ricard, R. Combia, A. Bicaba, A. Tiaho. - Burkina Faso : Panisé, Volontaire du progrès, Décembre 2004. - 20 p.

Cette organisation paysanne d'envergure régionale située à l'Ouest du Burkina Faso développe des actions de conseil à l'exploitation familiale et sur la commercialisation de leurs produits. Sont présentés dans ce document d'étape des activités et outils utilisés en CEF.

[Télécharger le document Word](#)

384.5 ko

► **Le conseil à l'exploitation familiale à la Fédération provinciale des producteurs agricoles de la Sissili : Outils et méthode. Document d'étape** / Houdou Nadié. - Burkina Faso : Feppasi, Mars 2005. - 15 p.

La Fédération provinciale des producteurs agricoles de la Sissili (4 unions départementales au Sud du Burkina Faso) cherche à pérenniser son service de fourniture d'intrants à crédit pour ses membres et les actions de CEF qu'elle mène ont pour objectif d'amener les adhérents à maîtriser leurs choix techniques, à décider des spéculations et à travailler ensemble sur les modes de commercialisation. Sont présentés dans ce document d'étape des activités et outils utilisés en CEF.

[Télécharger le document Word](#)

214.5 ko

► **Outils et méthodes utilisés dans le dispositif de gestion à la Fédération des groupements de producteurs du Nayala. Document d'étape** / A. Ky, L. Yverneau. - Burkina Faso : FGPN, Réseau Gestion Afdi, Mars 2005. - 15 p.

La Fédération des groupements de producteurs du Nayala (ouest Burkina, six unions départementales) a monté un projet de formation-installation de jeunes, avec pour objectif initial de garantir le remboursement des prêts en s'assurant d'un bon suivi des dépenses par le jeune installé et par l'animateur. La FGPN a ensuite développé le dispositif de conseil vers d'autres membres. Sont présentés dans ce document d'étape des activités et outils utilisés en CEF.

[Télécharger le document Word](#)

294.5 ko

► **Outils de conseil de gestion à l'exploitation familiale (CDG) au Projet d'amélioration et de diversification des systèmes d'exploitation (Padse) au Bénin, et outils pédagogiques développés au Mali.** - 9 p. (Extrait du rapport de mission Mali / D. Violas. - APCAM, Gerdur BDPA, Pase, 2005. - 41 p) .

Il faut lire les pages 13 à 21 de ce rapport de mission « Tests de conseil à l'exploitation familiale. Échanges d'expériences et appui à la mise en œuvre, ». Ces pages présentent des outils utilisés au Bénin par le PADSE pour la collecte des données d'exploitation, la synthèse, la prévision, des indicateurs de performance, les Restitutions et analyses, pour l'alphabétisation fonctionnelle. Il présente aussi un diagnostic des acquis et des outils pédagogiques développés au Mali.

[Télécharger le document Word](#)

300 ko

5.3

Alphabétisation fonctionnelle

Nous souhaiterions mettre en commun des **expériences et travaux liant alphabétisation fonctionnelle et CEF**.

Un des défis pour l'alphabétisation consiste à trouver un continuum entre les enseignements et les mises en pratiques de ces enseignements afin de perpétuer les acquis. L'adhésion d'un producteur à un dispositif CEF suite à une formation peut jouer ce rôle.

Cet espace vise à échanger sur leurs différentes méthodes d'alphabétisation fonctionnelle en la matière, avec leurs différents objectifs, associés à différents contenus, outils et méthodes pédagogiques, modes de mises en œuvre et de suivi par les opérateurs - dont les OP par exemple. Quelles stratégies pour valoriser les acquis (dont le CEF) en post-formation ?

Au Burkina Faso, le Réseau Gestion au AFDI Burkina Faso travaille au niveau du réseau à créer une méthode d'alphabétisation fonctionnelle nommée le Pagea (Programme d'Alphabétisation A la Gestion des Exploitations). Cette méthode a comme public des producteurs analphabètes et vise à leur apporter en 2 ans un bagage en vue de leur adhésion à un dispositif CEF. Elle est expérimentée depuis 3 ans dans les OP du réseau et début 2008, elle devrait s'étendre dans le Burkina puisque l'UNPCB compte ouvrir 200 centres Pagea (financés via le projet AFD/UNPC).

Par ailleurs, au Burkina Faso, d'autres méthodes d'alphabétisation fonctionnelle existent, souvent en langues locales qui cherchent à faire le lien avec les activités des producteurs.

Au Bénin, des travaux liant alphabétisation et CEF ont eu lieu dans le cadre du Padse. Sont-ils similaires ?

Au Mali pour sûr aussi, de grosses expériences aussi... avec entre autres une étude de capitalisation de l'alphabétisation en zone Office du Niger, et un programme d'alphabétisation financé par l'Union Européenne

Si vous avez des expériences et documentation à partager, **ne vous/nous privez pas ! et écrivez nous à polecef@inter-reseaux.org**

► **Le Programme d'alphabétisation à la gestion des exploitations agricoles (Pagea) / Réseau Gestion.** - Afdi, 2006. - 3 p. Cette courte est une présentation rapide du Pagea. Ce programme d'alphabétisation à la gestion des exploitations agricoles développe une méthode qui s'inscrit en amont des dispositifs de CEF des OP du réseau. Il vise à donner la capacité aux exploitants agricoles de lire, écrire et calculer en relation avec leurs activités et d'utiliser ces connaissances pour la tenue de certains documents de gestion. Cette note présente les phases initiales de recherche et d'expérimentation (depuis 2003). - Elle sera actualisée sous peu.

[Télécharger le document PDF](#)

32.4 ko

6- Événements, ateliers

► [Atelier de capitalisation des expériences de conseil agricole au Mali et dans la sous-région - Apcam, Cirad - 4 au 6 avril 2006, Centre Jean Bosco, Sikasso \(Mali\)](#)

Un travail de capitalisation sur les différentes actions de conseil aux exploitations agricoles développées au Mali a été mis en place et coordonné par l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali (Apcam) depuis janvier 2006.

Vous trouverez ci-après les différents documents présentés ou rédigés pendant l'atelier.

► Programme de l'atelier

[Télécharger le document PDF](#) ☐ 32 ko

► Étude de capitalisation des expériences de conseil au Mali

[Télécharger le document PDF](#) ☐ 165.9 ko

► Présentation des expériences de CEF menées en Afrique de l'Ouest et du Centre

[Télécharger le document PDF](#) ☐ 253.9 ko

► Synthèse des travaux de l'atelier

[Télécharger le document PDF](#) ☐ 63.6 ko

► Note de synthèse de l'atelier

[Télécharger le document PDF](#) ☐ 38.6 ko

► Compte rendu des travaux de groupe

[Télécharger le document PDF](#) ☐ 226.1 ko

► **Étude de capitalisation sur les expériences de conseil agricole au Mali** / M. Havard (Cirad), Y. Coulibaly (consultant national), P. Dugué (Cirad). - Apcam [Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali], Cirad [Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement], 2006. - 99 p.

Ce document présente la synthèse du travail de capitalisation des expériences de conseil agricole au Mali et dans la sous-région.

[Télécharger le document PDF](#) ☐ 699.3 ko

7- Ressources autres sur le CEF (sites Internet, formations, biblio)

Pour approfondir sont répertoriés ici des **sites Internet, références bibliographiques et lieux de formations** sur le conseil à l'exploitation familiale.

A noter que dans la suite de l'atelier de Bohicon ayant réuni des acteurs du conseil de gestion, le Cirad a édité un cédérom (disponible sur leur site) rassemblant les [expériences des différents pays](#) et les [actes de l'atelier](#) avec les réflexions tirées de ces expériences. Ces documents sont lourds à télécharger dans leur intégralité, aussi vous pourrez retrouver certaines parties qui ont été dispatchées dans les différentes rubriques du pôle CEF.

A noter aussi le livre co-édité par le Gret et le Cirad : [Conseil à l'exploitation familiale. Expériences en Afrique de l'Ouest et du Centre](#) / G. Faure, P. Dugué, V. Beauval. - Agricdoc, coll. Guide pratique, 2004. - 128 p.

► [Sites Internet](#)

► [Bibliographie](#)

► [Formations](#)

Sites Internet

Figure ici une **sélection indicative de sites Internet** traitant du conseil à l'exploitation familiale.

► **Sélection de sites sur le net.** - Inter-réseaux, Afdi, 2005. - 6 p.

[Télécharger le document Word](#)

61.5 ko

Formations

Se trouvent ici :

► une **note synthétique** sur la formation en conseil aux exploitations familiales. Cette note a été écrite suite aux messages envoyés sur la liste du pôle CEF par des personnes pour la plupart étroitement liées à des dispositifs/recherche sur les question de conseil et dispositifs de conseil aux exploitations familiales.

► un document comportant une **liste indicative non exhaustive** de centres/formations de conseillers agricoles. Cette liste a été constituée entre autres à partir des réponses apportées via la liste de discussion du pôle CEF. A la fin de ce document vous trouverez des descriptifs de **modules de formation** : ceux-ci ne constituent QUE des exemples. Il ne s'agit évidemment pas de faire du copier coller, les modules existant dans les faits sont très divers, pour répondre aux besoins différenciés, de publics différenciés.

► **Note de synthèse des échanges** / A. Legile. - Afdi, 2006.- 3 p.

[Télécharger le document Word](#)

92 ko

► **Liste de centres de formation.** - Inter-réseaux, 2006. - 5 p.

[Télécharger le document Word](#)

143.5 ko

Bibliographie

Figure ici une liste indicative de références bibliographiques sur le conseil à l'exploitation familiale, dont certaines sont téléchargeables en ligne.

Les documents sont classés par **pays**, sauf pour les documents traitant de plusieurs pays ou d'un thème transversal (rubrique finale "Autres documents"). Ils apparaissent par **date** de publication décroissante.

► **Bibliographie indicative sur le Conseil à l'exploitation familiale.** - Inter-réseaux, Afdi, 2005. - 12 p.

[Télécharger le document Word](#)

132.5 ko

- ▶ [Mieux connaître la réalité de l'exploitation familiale ouest-africaine / L. Barbedette, 2004 . - 32 p.](#)
- ▶ [Agricultures familiales, de qui et de quoi on parle ? Dossier Grain de sel n°23, juin 2003. - 16 p.](#)
- ▶ [L'exploitation agricole familiale : leçons actuelles de débats anciens / M. Petit. - Institut agronomique méditerranéen de Montpellier \(Iamm\), - In, Cahiers Agricultures vol. 15, n° 6, nov- déc 2006, p 486-490. - 5 p.](#)

Annexe 3 : Participants à la liste de discussion polecef@inter-reseaux.org

	LOCALISATION	Nom Individu	Prénom	Fonction	Organisme	Nom Complet	type d'organisme	Mails
1	Algérie, UnivBlida, Touiza, Alger	SAHLI	Zoubir	chargé de cours et recherche, agro-économiste	Univ Blida / TOUIZA	UNiversité Sadda Dahleb de BLida, Faculté agro-vétérinaire / Asso. nationale de volontariat	Formation supérieurs (Université) / ONG de développement	z_sahli@hotmail.com
2	Allemagne	WETZER	Andrea	Conseillère technique département agriculture	GTZ	Deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit	Coopération technique	Andrea.Wetzer@gtz.de www.gtz.de
3	Belgique, Bruxelles	Falaise	Françoise	Nutritionniste	AQUADEV ONG	AQUADEV	ONG internationale	francoise.falaise@aquadev.org www.aquadev.org
4	Bénin	AGUEH	Emmanuel	Coordonateur	AGRO-GROUP Développement	AGRO-GROUP Développement	ONG locale	agrogrou_dev@yahoo.fr
5	Bénin	EHOUINSOU	Marcellin	Ingénieur agronome	INRAB	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin	Recherche	marceho@yahoo.fr
6	Bénin Centre et Nord	BIAOU	Boni Edgard Thierry	Conseiller en Gestion des exp.agricoles	GRAPAD-ONG	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement	ONG locale	biaou30@yahoo.fr grapadcagede@yahoo.fr
7	Bénin, Atacora Natitingou	N'TCHA	Kouagou Eric	Directeur Exécutif	GRAIC	Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives Communautaires	ONG de Développement	ntchakouagoueric@yahoo.fr Graic_ong@yahoo.fr
8	Benin, Atlantique Abomey- Calavi	VINAWAMON	Coffi Gustave	Inspecteur du développement rural	CeRPA ATL/LIT	Centre Regional pour la Promotion Agricole de l'Atlantique et du Littoral	Public décentralisé (organisme gouvernemental)	vinawamon@yahoo.fr cardatl@yahoo.fr
9	Bénin, Borgou, Parakou	IMOROU KARIMOU	Moumouni	Responsable Technique CADG	CADG	Cellule d'appui au développement du conseil en gestion	ONG / Prestataire de services privé	mikarimou@yahoo.fr cadg@intnet.bj
10	Bénin, Cotonou	SOUDE R.	Aristide	Promoteur/Président	OPRACA-AFRIQUE	Organisation pour la Promotion Rurale et l'Action Coopérative en Afrique	ONG, OP, Organisme de Coopération	opracaafri@yahoo.fr
11	Bénin, Cotonou	BERNARD	Alain	Conseiller Technique Minagri, Chef de projet	PAIMAF	Projet d'Appui Institutionnel à la Modernisation de l'Agriculture Familiale	Coopération française Projet du MAEP (financement MAE)	paimafc1@intnet.bj
12	Bénin, Cotonou	GBAGUIDI	Victorien Houindodé	Consultant - Agriculteur	ARCAF	Agence de Renforcement des Capacités Commerciales et Agricoles en Afrique Francophone.	Bureau de formation et d'assistance aux producteurs	arcafben@yahoo.fr
13	Bénin, Cotonou	HOUINATO	Mathieu	Ingénieur agronome	GRAPAD	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement	ONG française	houinatmath@yahoo.fr grapadcagede@yahoo.fr
14	Bénin, Cotonou	HOUNGBO	Emile	Chef du Département de Recherche et Formation	GRAAP-BENIN	Groupe de Recherche et d'Action pour l'Auto Promotion rurale	ONG locale	enomh2@yahoo.fr graapbenin@hotmail.com

15	Bénin, Cotonou	MONDE	HM Prosper	Responsable Suivi Evaluation	ONASA	OFFICE NATIONAL D'APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE	semi public d'information sur les marches agricoles et securite alimentaire	mondeprospere@yahoo.fr
16	Bénin, Cotonou	SOTONDJI	Cyrille	Ingénieur agro éco, Chargé de mission	PAIMAF/PPAB	Projet d'Appui institutionnel à la Modernisation de l'Agric Familiale	Coopération Française (Programme)	sotondji@yahoo.fr Ppab_sotondji@yahoo.fr
17	Bénin, Cotonou Godomey Togoudo	AGUEH	Emmanuel	Technicien en Biodiversité	OBEPAB	Org. béninoise pour le Dévpt de l'Agri. Biologique	ONG locale	obepab@yahoo.fr agueh_emmanuel@yahoo.fr
18	Bénin, Cotonou, Cadjeoun	FLOQUET	Anne	Chercheur	CEBEDES-xudodo ONG	Centre Béninois pour l'Environnement et le Dévpt Economique et social	ONG locale	cebedes@intnet.bj uniho@intnet.bj
19	Bénin, Porto-Novo	DOSSA	PATRICE DANSOU	Licence en vulg. et conseil agricole	GAMADEC	Groupe d'Appui pour la Modernisation de l'Adriculture et le Développement Communautaire	ONG locale	dossapatrice@yahoo.fr gamadec_ong@yahoo.fr
20	Bénin, Porto-Novo	DJODJO KOUTON	Sagbo Damien	Coordonnateur de Programmes	GEA-BENIN	Groupement des exploitants agricoles	OP	geabenin@intnet.bj ou geabenin@yahoo.fr djo2koutdam@yahoo.fr
21	Burkina Faso, Bobo-dioulasso	SINOUE	Idrissa	chargé du suivi évaluation et formation	UNPCB	Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina	OPA	unpcb@fasonet.bf idisinou@yahoo.fr
22	Burkina Faso, Bobo-Dioulasso/ Hauts-Bassins	CUZON	Jean-René	Assistant Technique	UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine	Organisation d'intégration régionale	jrcuzon@uemoa.int
23	Burkina Faso, Bobo-Dioulasso/ Hauts-Bassins	TRAORE	Dramane	Coordonnateur/Etudiant au CIEDEL (2005/2007)	Association CIKELAW	Association CIKELAW	ONG locale	cikelaw@fasonet.bf dramane69@yahoo.fr
24	Burkina Faso, Bobo-Dioulasso/ Hauts-Bassins	TRAORE	Issouf	Concepcteur de projets de développement	SAILD/ASSOCIATION	service d'appui aux initiatives locales de développement	ONG sud	guirique2002@yahoo.fr
25	Burkina Faso, Kadiogo, Ouagadougou	BADJI	Papa Oumar	Coopérant volontaire	CUSO	Canadian University Service Oversea	Coopération canadienne	oumarbadji2004@yahoo.fr cusobfcr@fasonet.bf
26	Burkina Faso, Manga, Centre Sud	KABORE	Silamane	Ingénieur Agronome	CRA	Chambre Régionale d'Agriculture	Public / Etablissement à caractère professionnel agricole	silamane_kabore@hotmail.com cra_centresud@yahoo.fr
27	Burkina Faso, Ouahigouta	SOME	Philippe Auguste	Responsable CEF FNGN	FNGN	Fédération Nationale des Groupements Naam	OP	uaefngn@fasonet.bf
28	Burundi, Bujumbura	NDAYIKEN GURUKIYE	Eliphaz	Cadre technique	O F B	Observatoire des Filières agricoles du Burundi	Coopération, Projet	neliphaz2005@yahoo.fr ofb@cbinf.com

29	Cameroun				Aprostock	Association de producteurs stockeurs de céréales	OP	
30	Cameroun centre-ouest- adamaoua et est	ndzana manga	ousman	administrateur délégué	ONGAVE	Organisation Nationale pour la Gestion et l'Amélioration de la Vie et de l'Environnement	ONG locale	ndz_manga@yahoo.fr info_ongave@hotmail.com
31	Cameroun, Adamaoua, Ngaoundéré	BOBBO	Bakari	Président	FEPELAD	Fédération provinciale des éleveurs de l'Adamaoua	OP	ugiceta@ifrance.com
32	Cameroun, Bafoussam (Ouest)	KITIO	Guy-Edouard	Consultant en Microfinance	CAPDO	Cabinet Autopromotion et Developpement Organisationel	Bureau d'études	capdo5@yahoo.fr guykitio@yahoo.fr
33	Cameroun, Bafoussam (Ouest)	ZOUA	jean	ingenieur socio économiste	grocoder	groupe communautaire de développement rural	OP / GIE	grocoder@yahoo.fr zouajean@yahoo.fr
34	Cameroun, Douala	TCHUMMO	François	PCA	VNPT-JC	Vie Nouvelle Pour Tous en Jésus-Christ	ONG, Association Chrétienne	vnpt_jc@yahoo.fr Yahawe1962@yahoo.fr
35	Cameroun, Dschang (Ouest)	Kangmo	Marie Virginie	Ingénieur Agronome zootechnicienne	UDS	Université de Dschang	Formation supérieure, recherche et coopération	kangmolo@yahoo.fr
36	Cameroun, Extrême-Nord	MATANA WARITA		Chef d'antenne Saild	SAILD	Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement	ONG locale	saildmaroua@yahoo.fr matanawarita@yahoo.fr
37	Cameroun, Garoua	DJAMEN	Patrice	Agronome, Délégué du SADEL	SADEL-GIE	Service d'Appui au Développement Local - Groupement d'Intérêt Economique	Bureau d'études	giesadel@yahoo.com djamem_nana@yahoo.fr ; djamemana@yahoo.fr
38	Cameroun, Maroua	BIRWE	Grégoire	Coordinateur Programme Développement Rural	CODAS CARITAS	comité diocésain de développement des activités sociales et Caritas	ONG, Organisation confessionnelle	birwegregoire@yahoo.fr codasgaroua@yahoo.fr
39	Cameroun, Maroua	FOLEFACK	Denis Pompidou	Chercheur	IRAD	Institut de recherche agricole pour le developpement, Centre regional de Maroua	Recherche (Institut)	dfolefack@yahoo.fr iradmaroua@yahoo.fr
40	Cameroun, Yaoundé	NANKO	Gérard Ledoux	Directeur de projets	ERE Développement	Etudes et Réalisations Economiques pour le Développement	Bureau d'études	gl_nanko@yahoo.fr eredev@camnet.cm
41	Cameroun, Yaoundé	Tabuna	Honoré	Chercheur	World Agroforestry Centre West and Central Africa-Aht	World Agroforestry Centre West and Central Africa-Aht (African Humid Tropic)	Recherche Organisme international	H.Tabuna@cgiar.org Icraf-aht@cgiar.org
42	Congo Brazzaville (RC)	MANANGA	Jean Hubert Toussaine	Economiste (analyse des projets et informatique)	RS	RESEAU SIMBA	ONG locale	Reseau_simba@yahoo.fr
43	Congo Brazzaville (RC)	NTADY	seraphin medard	coordonnateur de la cnop congo	CNOP CONGO	concertation Nationale des organisations paysannes et producteurs agricoles du congobrazzaville point focal op	OP faitière	cnopcongo_op@yahoo.fr

44	Congo Brazzaville (RC) Kouilou, Pointe-Noire	MATONDO	Rosalie	Chercheur	UR2PI	Unité de Recherche sur la Productivité des Plantations Industrielles	Recherche	rosalie.ur2pi@cg.celtelplus.com www.ur2pi.org ou ur2pi@cg.celtelplus.com
45	Congo Brazzaville (RC), sud	MAKOUTO U	Albert	chef Ceinture Maraichère Rive Droite Djoué	CMRDD	Ceinture Maraichère Rive Droite du Djoué à Brazzaville au Congo	OP	makoutoualbert@yahoo.fr
46	Congo-Kinshasa (RDC)	SCHOMBE	Baudouin	Consultant chercheur	CAFEC	CENTRE AFRICAIN D'ECHANGE CULTUREL	ONG PANAFRICAIN DE DROIT CONGOLAIS	Sam_bj2000@yahoo.fr Cafec3m@yahoo.fr
47	Congo-Kinshasa (RDC)	Tchunza Mudiba	Gerlyphe	Assistant coordonateur	IRM	Gerlyphe tchunza mudiba Innovative ressources management	Coopération	gelly_tchunza@yahoo.fr
48	Congo-Kinshasa (RDC) Bas Congo, Bas Fleuve	PHOLO MVUMBI	Roger Charles	Président	ADERIGAS	association pour le développement rural intégré de Nganda-Tsundi	ONG Développement	rogerpholo@yahoo.fr aderigas@yahoo.fr
49	Congo-Kinshasa (RDC) Likasi, Katanga	KILUBA NKULU KIFWA	Edmond	Administrateur de projet	Proplamo	Projet de plantations modernes	ONG locale	ploplamolsi@yahoo.fr
50	Congo-Kinshasa (RDC), Bukavu, Sud Kivu	BISHI	Lukeba	Agronome	PAPJ	Programme d'Appui à la Promotion de la Jeunesse	ONG	lukebish@yahoo.fr papj_grandslacs@yahoo.fr
51	Congo-Kinshasa (RDC), Kasa-vubu	UBA	Masomo Christophe	Président	K-D	Kôngo-Développement	ONG Développement	masomoch@yahoo.fr kdcoordination@yahoo.fr
52	Congo-Kinshasa (RDC), Kikwit, Bandundu	MAWETE	Jacques	Directeur Exécutif	CSDR	CENTRE SOCIAL DE DEVELOPPEMENT RURAL	ONG Développement	jacquesmawete@yahoo.fr csdrkikwit@yahoo.fr
53	Congo-Kinshasa (RDC), Kikwit, Bandundu	NZILA	Denise	coordinatrice	padef	programme d'appui au developpement de la femme	ONG	ongpadef@yahoo.fr
54	Congo-Kinshasa (RDC), Sud-Kivu, Bukavu	BISHIKWAB O Lukeba	Bertin	Conseiller technique	CIM - BUSHI	CONSEIL INTER - MARAIS DU BUSHI	OP	lukebishi@yahoo.fr cimbushi@yahoo.fr
55	Congo-Kinshasa (RDC), Sud-Kivu, Territoire d'UVIRA	KUNGWA	Françoise	Coordinatrice	SY.FE.D	Syndicat des femmes défavorisées	OP SYNDICAT avec des fédérations des Femmes.	frkungwa@yahoo.fr Syfed_congo
56	Côte d'Ivoire, Abidjan	BAKAYOKO	Aliyou	Vice-president	APC	Anti-poverty campaign	ONG	apc_contact@yahoo.fr
57	Côte d'Ivoire, Abidjan	KONE	Abou	Ingenieur des techniques d'elevage	UACI	Union des Aviculteurs de Cote d'Ivoire	OP	konabou@yahoo.fr uaci@aviso.ci

58	Côte d'Ivoire	COULIBALY	Arounan		Jeunesse du Monde Rural		ONG locale	jmonderural@yahoo.fr
59	Côte d'Ivoire, Abidjan	ASSEMAN	Parfait	Chargé du conseil de gestion et d'appui aux OPA	BUCOPACI	Bureau de Conseil pour la Professionnalisation Agricole de Côte d'Ivoire	ONG / Bureau étude local	assemman@yahoo.fr bucopa_ci@yahoo.fr
60	Côte d'Ivoire, Abidjan	KOUAKOU	Dje Robert	Chef de cellule conseil de gestion	ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural	Public: Structure nationale de conseil agricole	r.kouakoudje@anader.or.ci anader@anader.or.ci
61	Côte d'Ivoire, Abidjan	NGORAN	Kouassi Augustin	Administrateur de Societe, President	HÉDR	HABITAT ET DEVELOPPEMENT RURAL	ONG Développement	ngoran_augustin@yahoo.fr
62	Côte d'Ivoire, Abidjan	N'GUESSAN	Kouamé	Responsable du Centre de gestion "UACI & APPORCI"	UACI et APPORCI	Union des Aviculteurs de Côte d'Ivoire, Asso. des Producteurs de Porcs de Côte d'Ivoire	ONG - Association à but non lucratif	nguessan7@yahoo.fr / ou : uaci@aviso.ci
63	Côte d'Ivoire, Abidjan II Plateaux Vallon – Rue J 60	N'CHO	Patrice Yapi	Economiste de développement	ARECA	Autorité de Régulation du Coton et de l'Anacarde	Public, Société d'Etat - Organisme de régulation et de gestion	ypncho@yahoo.fr ou ypncho@areca.ci info@areca.ci
64	Côte d'Ivoire, Abidjan, Région des Lagunes	KEBE-MAMBO	Germain Eusébio	Médecin-Pédiatre	ASR	Alphabétisation et Santé en milieu Rural	ONG locale	kebemambo@yahoo.fr
65	Côte d'Ivoire, Sud-Comoe Grand-Bassam	MANE	Abdou	ingénieur des techniques d'agronomie	DDA-GBm	Direction départementale de l'agriculture de Grand-Bassam	Public Administration, bureau coopération (Suivi coopératives)	christal7000@yahoo.fr
66	France	BEAUDOUX	Etienne	Consultant et par ailleurs Président du GRDR	GRDR		ONG française (Organisme de coopération et d'accompagnement)	ebeaudoux@club-internet.fr
67	France	Deniel	Estelle				étudiante	esdeniel@yahoo.fr
68	France	LEGILE	Anne	chargée de mission	AFDI	Agriculteur français et développement international	ONG française	legilea@afd.fr
69	France	SIRI	Sophie	Ingénieur Agronome				sophie_siri@yahoo.fr
70	France	Souharse	Anne	chargée de mission	AFDI	Agriculteur français et développement international	ONG française	anne.souharse@afdi-opa.org
71	France	STORY	Claire	Etudiante			étudiante	claire_photo2001@hotmail.com
72	France	VIOLAS	Dominique	Assistant technique			Bureau d'études / Organisme de coopération	violas_dominique@yahoo.fr
73	France, Angers	BRIFFAUD	Marcel	Président AFDI Pays de Loire	AFDI	Agriculteur français et développement international	OPA	m.briffaud@85.cernet.fr afdi@pl.chambagri.fr
74	France, Goascaradec	BARBEDETTE	Loïc	sociologue	indépendant	Loïc Barbedette	Recherche/formation	loic.barbedette@wanadoo.fr

75	France, Haute-Savoie	Péneau	Bernard	retraité ex-directeur de centre de gestion, coopérant de l'AFDI	AFDI	Agriculteur français et développement international	ONG française	bpeneau@wanadoo.fr afdi.nationale@globenet.org
76	France, Lorraine Villers les Nancy	BLOUET	André	enseignant	IUT	Institut Universitaire de Technologie	Formation	andre.blouet@iutnb.uhp-nancy.fr
77	France, Montpellier	KALMS	Jean Marie	Chercheur	CIRAD-TERA	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	Recherche	jean-marie.kalms@cirad.fr terampl@cirad.fr
78	France, Montpellier	MARZIN	Jacques	Chercheur	CIRAD	Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement	Recherche	marzin@cirad.fr
79	France, Montpellier	ROESCH	marc	chercheur	cirad	Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement	Recherche	roesch@cirad.fr
80	France, Montpellier	ROY	Anne-Laure	chargée de coop.internationale et formation continue	IRC	Institut des régions chaudes du centre international d'études supérieures en scs agro.	Formation supérieure	anne-laure.roy@supagro.inra.fr defis@supagro.inra.fr
81	France, Paris	Halley des fontaines	Damien	Chargé de programme	IRAM	Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement	Bureau d'études / Organisme de coopération	d_desfontaines@hotmail.com iram@iram-fr.org
82	France, Paris	MERLET	Michel	charge de programme	iram	Institut de Recherche et d'Application des Methodes de Developpement	Bureau d'etudes	m.merlet@iram-fr.org
83	France, Paris	SUBSOL	sebastien	charge de mission	mae	ministere affaires etrangeres	Coopération française	sebastien.subsol@diplomatie.gouv.fr sebsubsol@yahoo.fr
84	Gabon, Libreville (Province de l'Estuaire)	MBENG	Calixte	Directeur général adjoint	IGAD	Institut Gabonais d'Appui au Développement	ONG locale	mbeng8@yahoo.fr igad@inet.ga
85	Ghana, Accra	POZARNY	Pamela	FAO	FAO	Food and Agriculture Organisation	Coopération, Organisation internationale	Pamela.Pozarny@fao.org www.fao.org
86	Guinée	BAH	Boubacar	Informaticien	Gandal Computer Systems	Cyber Formation informatique	Privé	b_bouba2003@yahoo.fr
87	Guinée	BAYO	Lansana	Chef cellule Sécurité Alimentaire	DYNAFIV/BCEPA/MAE	Projet de dynamisation des filières vivrières	Coopération française, MAE	lansanabayo@hotmail.com
88	Guinée	SOMPARE	Abdoulaye	Point Focal	WIMI (W)	Washington international management institute	Bureau d'études	abdoulaye_sompare@yahoo.fr wimi@starpower.net
89	Guinée (moyenne G. - Pita)	DIALLO	Fatimatou	conseillère en gestion a l'exploitation familiale	FPPD	FEDERATION DES PAYSANS DU FOUTA DJALLON	OP	fpfd@skyfile.com / fpfd2002@yahoo.fr
90	Guinee Moyenne, Labe, Mali	ngendakumana	serge	Expert-Diffusion des innovations,ICRAF -WCA	ICRAF-WCA, Guinee	World Agroforestry Centre:Region Afrique de l'Ouest et du Centre.Bureau de la Guinee	Recherche Internationale	sergengenda@yahoo.fr,s.ngendakumana@cgiar.org lamilgn@gmail.com
91	Madagascar, Antananarivo	ANDRIAMA MONJY	Fidy Harijaona	Technicien OP	Réseau SOA	Syndicat des Organisations Paysannes	OPA Réseau syndical des Org. Agricoles	reseausoa.rso@netclub.mg

92	Madagascar, Antananarivo	RAHARIMA NANA	Minasoa Mazava	Agro-documentaliste	CENRADERU	Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural	Recherche, de coopération, de formation	mazavaso@ yahoo.fr fofifamada@ wanadoo.mg
93	Mali	COULIBALY	Mamadou Lamine	Conseiller agricole, administrateur ONG. Vise Président CNOP	FOPB	Fédération des Organisations des Producteurs de banane	OP	malaminecoul@ yahoo.fr
94	Mali, Bamako	BONFOH	Bassirou	Chercheur	ITS/ INSAH	Institut Tropical Suisse/ Institut du Sahel	Recherche	Bassirou.Bonfoh@unibas.ch
95	Mali, Bamako	DIALLO	Boubacar	Administrateur	CEDREF	Centre d'Etudes, Documentation, Recherche et Formation	Bureau d'études	cedref@cefib.com
96	Mali, Bamako	Dramé	Hamadoun	Ingénieur Agronome	DNA	Direction Nationale de l'Agriculture	Public Structure Gouvernementale	hadrae@ yahoo.fr dnamr@ yahoo.org
97	Mali, Bamako	Lefèvre	Luc	Conseiller du Ministre de l'Agriculture du Mali	MAE	Ministère des Affaires Etrangères	Public Ministère de l'Agriculture	luc_lefevre@ yahoo.fr
98	Mali, Bamako	TRAORE	Sy Alain	Agronomist - Input Market Specialist	IFDC-PRODEPAM	Programme de Développement de la Production Agricole au Mali	Coopération, Projet de développement	prodepam@prodepam.org.ml astraore@ifdc.org
99	Mali, Koulikoro	TRAORÉ	Abou	Enseignant-chercheur	IPR/IFRA de Katibougou	Institut Polytechnique Rural/Institut de Formation et de Recherche Appliquée de Katibougou	Formation et Recherche	aboutraore@ yahoo.fr
100	Mali, Ségou, Koulikoro et Mopti	TRAORE	Mamadou	Chargé de suivi évaluation au FODESA	FODESA	Fonds pour le Développement des zones Sahéliennes	Coopération, Projet	madoutiti@ yahoo.fr , mtraore@fodesa-mali.org
101	Maroc	BADR	minouch	Etudiant				vie_2_merde@hotmail.fr
102	Maroc, Kchachna	MAATAOUI	mostafa	multiplicateur céréalière en recherche de reconversion	ferme maataoui	ferme mostafa maataoui	OP, exploitation agricole céréalière	mostafa48@caramail.com
103	Niger (région Tahoua-Nord)	HLAIBI	Jacques-Ahmed	Economiste spécialiste en développement local	UEP/APEL-ZP	Union des éleveurs – producteurs/APEL-ZP	OP	apelzp@intnet.ne ajhlaibi@ yahoo.fr
104	Niger Niamey	ERAMBEL	Mohamed	Président	ONG TANAZRA	Tanazra signifie en langue Tamasheq ‘‘ fleuraison ‘‘	ONG Développement	eramohamed@ yahoo.fr ou ongtanazra@ yahoo.fr
105	Niger, Agadez BP 49	Mohamed	Alhassane	Etudiant	UCMA	Union des coopératives de l'Aïr	OP	ucmaf@intnet.ne alhassane_mohamed@ yahoo.fr
106	Niger, Niamey	ABAKAGA	Guirguir	Coordonnateur du PROPAN	PROPAN	Projet de Renforcement des Organisations Professionnelles Agropastorales du Niger	Coopération française, Projet	guirguir@intnet.ne
107	Niger, Niamey	BAGNOU	Idrissa	Président	FCMN-NIYA	Fédération des coopératives maraîchères du Niger	OP	fcmmniya@intnet.ne

108	Niger, Niamey	Sauter	Patrick	Responsable secteur développement rural	DED	Deutscher Entwicklungsdienst	Coopération	sauterpatrick@hotmail.com
109	Nigeria (Rep. of), Ondo State Federal	Olabisi	Vincent	Technical director	OAFL	Olabisi agricultural farms Limited	Formation Agricole et Rural Developpement Organisation	olabagric@yahoo.fr
110	RCA Bnagui	RODONNE SIRIBI	Clotaire	Coordonateur de l'ONG GAPAFOT	GAPAFOT	Groupeement Agro Pastoral Force Tranquille	ONG d'appui	crossiribi@yahoo.fr
111	Réunion	WONG-PIN	Françoise	Directrice	CRVH	Centre de ressources régional Ville et Hauts (Politique de la ville et Aménagement rural)	Public	Centreressources-reunion@wanadoo.fr fwp@wanadoo.fr
112	Rwanda	GAKWAYA	Athanase	Consultant en Développement Communautaire	Indépendant et collaboration ICYUZUZO	Association pour la promotion et la protection de la veuve	ONG locale	yesatha
113	Sénégal	NDIAYE	Aliou	Technicien Spécialisé	ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural	Para-public / organisme de droit privé à participation publique majoritaire	ancar@sentoo.sn naliou22@yahoo.fr
114	Sénégal, Bambey	FALL	Abdou Khadre	Ingénieur Agronome, formateur	ENCR	Ecole Nationale des Cadres Ruraux	Formation supérieure professionnelle agricole	encrbey@cyg.sn khadrefall@yahoo.fr
115	Sénégal, Dakar	COLY	Emile Victor	Chef d'Unité Information et valorisation	ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles	Recherche	unival@isra.sn evcoly@voila.fr
116	Sénégal, Dakar	DIA	Marius	Coordinateur Cellule d'Appui Technique	CNCR	Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux	OP Plateforme nationale d'OP	cncr@cncr.org marius.dia@cncr.org
117	Sénégal, Dakar	NDIAYE	Mame Birame	Responsable des Programmes / CRESP	CRESP	Centre de Ressources pour l'Emergence Sociale Participative	ONG locale	cresp@cresp.sn latmingue03@yahoo.fr
118	Sénégal, Dakar	NDIR	Babacar	Conseiller en Qualité Industrielle	ITA	Institut de Technologie Alimentaire	Recherche-développement, Formation, Conseil	dgita@ita.sn bndir@ita.sn
119	Sénégal, Dakar	SALLA	Mamadou	Président	Afrique solidarite AISED		ONG	sallamamadou@hotmail.com
120	Sénégal, Dakar Grand Yoff	NDIONE	Emmanuel Seyni	Chercheur	Réseau Enda Graf Sahel		ONG sud	masseyini3000@yahoo.fr
121	Sénégal, Fatick (Région)	DIOUF	Niokhobaye Diouf	Secrétaire Exécutif	A.P.N	Association le Paysan Noir	ONG organisme d'actions sociale pour le dévpt durable de Kangarele	feexul@yahoo.fr
122	Sénégal, Louga	MBENGUE	Bineta	Ingénieur des travaux agricoles	ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural	Public/privé : organisme de droit privé à participation publique majoritaire	ancarlouga@sentoo.sn binoudieye@yahoo.fr
123	Sénégal, Matam	Ndiaye	amadou	directeur regional	ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural	Public/privé: organisme de droit privé à participation publique majoritaire	ancarmatam@yahoo. fr njaaythier@yahoo.fr

124	Sénégal, Ndiédieng, Kaolack	thiam	Djibril	coordinateur	CEBN	Centre Ecologique Baye Niasse	Bureau d'études conseils en dévpt rural	cebn75@yahoo.fr thiam1975@yahoo.fr
125	Sénégal, Saint Louis (Région), Ndiaye	Ziegelmeyer	Matthieu	Chef de projet	CGER Vallée	Centre de gestion et d'économie rurale de la vallée du fleuve Sénégal	ONG / Association des CGER départementaux et autres organismes de dévpt	pag.op@sentoo.sn
126	Sénégal, Saint- Louis	NGOM	Mar	ingénieur agronome- ingénieur de la formation	ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural	Public/privé organisme de droit privé à participation publique majoritaire	ancarsl@sentoo.sn mar_ngom@hotmail.com
127	Sénégal, Saint- Louis	SENE	El Hadji	Responsable des Programmes de formation	CIFA	Centre Interprofessionnel pour la Formation aux métiers de l'Agriculture	Formation pilotée par la profession agricole.t	Cifa@refer.sn
128	Sénégal, Saint- Louis (Région)	N'DAO	Babacar	agriculteur	ASESCAW	amicale socio-economique ,sportive et culturel des agriculteurs du WALO	OPA	mbukhane@yahoo.fr
129	Sénégal, Thies	DIOUF	Oumar	Elève-ingenieur	ENSA	Ecole Ntionale Superieure d\Agronomie	Formation supérieure	lomediouf@yahoo.fr
130	Sénégal, Thiès, Mbour	DIEYE	Assane	Coordonnateur Proj. Dévpt rural	PADER MBOUR	Programme d'Action pour un Développement Rural juste de durable à Mbour	Coopération, projet	prodimeawa@orange.sn assdieye@hotmail.com
131	Sénégal, Ziguinchor	DIOP	Aly	formateur en agriculture et chef d'exploitation	CNFTAGR	Centre national de formation des techniciens en agriculture et génie rural	Public, établissement chargé de former en dévpt rural des jeunes	diopaly@yahoo.fr
132	Sénégal, Ziguinchor, Bignona	SANE	Papa Ousseynou	Directeur de Action Sud	ASZ	Action Sud Ziguinchor	ONG locale	actionsud@yahoo.fr
133	Suisse, Genève	PATIN	Kristen	Consultant au CCI/ CNUCED-OMC	CCI	Centre du Commerce International	Coopération technique (Agence)	patin@intracen.org
134	Tchad	MAUBUISS ON	Jacques	Ex assistant technique appui OP			Coopération, projet	jacques.maubuisson@wanadoo.fr
135	Tchad, Doba	Ndilmbaye		Forestier	RAct	Rural Act "Agir pour le monde rural"	ONG locale	armandnek@yahoo.com
136	Tchad, N'Djaména	ROCHE	Daniel	Assistant technique	MAE / SCAC	Ministère des Affaires Etrangères Service dde coopération et d'action culturelle	Coopération française	danielroche@wanadoo.fr
137	Togo centre - Sokodé	ISSIFOU	Gbandi	Coordinateur des projets	PTM	PARRAINS TIERS-MONDE	ONG de développement agricole et rurale	ptm@ids.tg
138	Togo, Kpele- Akata (Kloto)	ADOPRE	Kodjo Joseph	éleveur et hotelier	ACLUCP	Association Chretienne de Lutte Contre la PAUVRETE	ONG Association ou groupement pour le developpement rural	afriatgod@yahoo.fr, ado_jose@yahoo.fr
139	Togo, Logopé- Lomé	MOTENA	M'ba Bakotéba	Technicien en informatique	HOMGOTIA	Groupement agro-pastoral le bienfaiteur	OP Groupement d'élevage de porcs	Motenahomgotia@yahoo.fr Lucmotena@yahoo.fr
140	Togo, Lomé	DOSSEY	Komlan	Président-Afrique	OSDA - TOGO	Organisation du Sahel pour le Dévlt de l'Afrique Représentation du TOGO	ONG humaintaire	info@ong-osda.org osda2015@yahoo.fr

141	Togo, Lomé	WOROU	Kodjo Soklou	Agro-pédologue	AGIRNA	Appui à la Gestion Intégrée et Rationnelle des Ressources naturelles	ONG de recherche-Développement	worou2002@yahoo.fr
142	Togo, Plateaux - Notsè	AGBOKOUS SE	Ayawo	Directeur Exécutif	GARDEGI	Groupe d' Action Recherche pour le Développement global Intégré	ONG de développement	gardegi@hotmail.com
143	Togo, Plateaux, Atakpame	AYEBOU	Gbegnpwou	Ingénieur Agronome, animateur	UAR-P	UNION DES AGRICULTEURS DE LA REGION DES PLATEAUX	OP	louisayebou@yahoo.fr uarplateaux@yahoo.fr
144	Togo, Région de la Kara Niamtougou	MIKEMINA	Bakoua Jonas	Ingénieur agronome (Directeur Exécutif)	GADL	Groupe d'Appui Accompagnement pour le Développement Local	ONG locale Togolaise	association-gadl@voila.fr
145	Togo, Région Maritime, préf ZIO	AMOUZOU	Dotsè Kodjovi	Secrétaire Exécutif de l'asbl " Le RONIER"	Le RONIER	Association Actions pour le Développement Durable.	ONG de développement	ong@leronier.org
146	Togo, Régions maritime, Lomé	HOTOWOSS I	Kossivi Arann	Directeur Exécutif	CD	Accsocation Carrefour de Développement	ONG locale	dcarrefour@yahoo.fr
147	Tunisie	KACEM	sana	Etudiante chercheur (thèse encours)	MO.DE.VI	unité de recherche: modélisation ,développement et infrastructure	Formation sup. Faculté scs éco. et de gestion de Sfax	dsslmsn@yahoo.fr www.fsegs.rnu.tn
148	Tunisie, Ariana-Tunis	Mahfoudhi	Naima	Chercheur en Agriculture	INRAT	Institut National de la Reherche Agronomique de Tunisie	Recherche	mahfoudhi.naima@iresa.agrinet.tn
149	Tunisie, Béja,Nefza	dhaouafi	mohsen	Ingenieur Informaticien	AFPEN	Association du Festival du Printemps de l'Enfant à Nefza	ONG locale à caractère Social et Culturel	dhaouafi.mohsen@mdci.gov.tn
150	Vanuatu	JAPIOT	François	Assistant Technique / Chef de Projet	POPACA	Projet d'Organisation des Producteurs Agricoles pour la Commercialisation Associative	Coopération Projet dévpt rural, Minagri / MAE -FSP, UE (FED)	pop@vanuatu.com.vu
151	Vietnam /France	DA	Guillaume	Doctorant	UB/IPH/ CIRAD	Univ Bourgogne / Institut Polytech. Hanoi (Vietnam) / CIRAD	Recherche agronomique et agroalimentaire	guillaume_da@fpt.vn

